No 35 du 26 juillet au 25 août 1978

l'Humanité Rouge

BIMENSUEL 3 F

Supplément à l'Humanité rouge no 918

L'Europe contre la domination américaine
pages 4, 5, 6 et 7

URSS A l'heure des procès, des camps, des canons

Rèsolution du Bureau politique du *Parti communiste marxiste-léniniste de France*

Sur la situation en Asie du Sud - Est

Ces derniers temps de graves événements se sont produits dans le Sud-est asiatique.

Loin d'être résolus par la négociation, les combats entre le Kampuchea démocratique (ex-Cambodge) et la République démocratique du Vietnam n'ont cessé de s'aggraver. Les dirigeants vietnamiens lancent des appels à renverser le gouvernement légal du Kampuchéa et ont même tenté de fomenter un coup d'État dans ce sens.

Par ailleurs, coup sur coup, les autorités vietnamiennes ont pris la décision de persécuter et d'expulser les résidents chinois au Vietnam, puis ils ont placé le Vietnam dans le cadre du Comecon, système économique dominé par l'URSS ; enfin, les dirigeants vietnamiens ont franchi un très grave pas en appelant les peuples d'Asie à combattre la République populaire de Chine qualifiée par eux d'« hégémoniste ».

Tous ces faits ont profondément peiné et indigné tous ceux qui en France et dans le monde ont durant de longues années soutenu sans réserve la juste lutte du peuple vietnamien, du peuple khmer et du peuple lao contre l'agression des impérialistes français puis américains.

Le Parti communiste marxiste-léniniste de France, qui, pour sa part, a toujours tout mis en œuvre pour soutenir le peuple vietnamien autant que le peuple lao et que le peuple khmer, condamne sans réserve la grave orientation adoptée par la direction du Parti communiste du Vietnam.

En intensifiant son intervention contre le Kampuchea démocratique, en appelant à combattre le République populaire de Chine, et en répandant des mensonges sur son compte, les dirigeants vietnamiens se sont engagés sur une voie dangereuse.

Le peuple chinois sous la direction du Parti communiste chinois a apporté une immense contribution à la lutte des peuples du monde contre les impérialistes, notamment les fascistes japonais et les impérialistes américains. Après l'instauration de la République populaire de Chine, celle-ci quoique pauvre, a consenti de très lourds sacrifices pour soutenir le peuple vietnamien frère.

Quant au peuple khmer, il a combattu héroïquement les impérialistes américains. Sous la direction du Parti communiste du Kampuchea, dirigé par Pol Pot, le peuple khmer a complètement libéré en cinq années son territoire national apportant au prix de son sang et de ses larmes une grande contribution à la lutte commune des peuples du Laos et du Vietnam.

Pourquoi donc l'héroïque peuple vietnamien devrait-il être engagé dans une sale guerre d'agression contre le peuple frère de Chine ? A qui peut profiter une telle division ?

Si l'on regarde qui se félicite de la campagne déchainée des dirigeants vietnamiens contre la République populaire de Chine, force est de constater que les thèses anti-chinoises de Hanoi et de Moscou concordent entièrement.

Il apparait ainsi de plus en plus clairement que les dirigeants vietnamiens sont en train d'attacher le Vietnam au char de guerre du social-impérialisme russe. Pourquoi en effet les dirigeants vietnamiens qualifient-ils aujourd'hui calomnieusement la Chine d'hégémoniste ? Non seulement ils n'ont jamais dénoncé l'hégémonisme russe mais ils sont allés jusqu'à approuver l'occupation de la Tchécoslovaquie en 1968 ou plus récemment la guerre civile organisée en Angola par Moscou.

Au moment où Moscou multiplie ses coups d'État et interventions armées, au moment où Moscou utilise Cuba comme mercenaire en Afrique, on est donc légitimement en droit de se demander si les dirigeants vietnamiens veulent vendre le peuple vietnamien comme chair à canon pour les ambitions expansionnistes de l'URSS en Asie.

En adoptant cette ligne de soutien au social-impérialisme russe, ennemi commun des peuples du monde, les dirigeants vietnamiens ne servent pas la cause du peuple vietnamien dont les intérêts sont les mêmes que ceux des autres peuples du monde. Les peuples du monde ne veulent ni de la tutelle américaine ni de la tutelle soviétique. La cause du soutien aux ambitions de l'URSS n'est pas une cause juste et il est certain qu'en s'entêtant dans cette voie, les dirigeants vietnamiens connaitront de cuisants échecs.

Le Parti communiste marxiste-léniniste de France réaffirme quant à lui son soutien au peuple chinois, au peuple khmer et aux autres peuples d'Asie dans leur lutte contre l'hégémonisme des deux superpuissances USA et URSS.

Le peuple Vietnamien est un peuple héroïque qui a su rejeter les colonialistes français et les impérialistes américains. Il rejetera sûrement l'hégémonisme soviétique et bénéficiera dans cette lutte du soutien des peuples et des révolutionnaires du monde entier.

Le Bureau politique du PCMLF.

Le 10 juillet 1978.

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

l'Humanité Rouge

BIMENSUEL

Journal des communistes marxistes-léninistes de France

Dans ce numéro



– L'EUROPE CONTRE LA DOMINATION AMÉRICAINE, pages 4,6 et 7.



– LES PROCES DE MOSCOU : POUR MUSELERL'OPINION pages 10, 11 et 12.





– LARZAC, SEPT ANNÉES DE LUTTE. pages 26 et 27.

L'Humanité rouge
BP 61
75861 Paris Cedex 18
CCP : 30 226 72 D La Source
Commission paritaire No 57952
Distribution NMPP
Depot legal 3e trimestre 78
Directrice de publication
Suzanne Marty.

Directeur politique : Jacques Jurquet. *Rédacteur en chef* : Henri Jour. *Rédacteurs* : Michel Bataille, Henri Berthault, Annie Brunel, Pierre Delaube, Jacques Duroc, Joël Fabien, Serge Forest, Serge Laforge, Guy Lebreton, Philippe Leclerc, Evelyne Le Guen, Catherine Lemaire, Yves Lepic, Pierre Marceau, Henri Mazereau, Jean Nestor, Lucien Nouveau. *Secrétaire de rédaction et maquettiste* : Guy Lanrivain. *Administration* : Arthur Lepuy, Henri Bernard, Sophie Retz. *Imprimerie La Nouvelle. Directrice de publication* : Suzanne Marty.

Conseil européen de Brême

L'Europe contre la domination américaine

Les 6 et 7 juillet s'est tenu le Conseil européen de Brême, réunissant les chefs de gouvernement des neuf pays membres de la Communauté (l'Europe des Neuf).

A l'origine de ce sommet, l'allemand Schmidt et le francais Giscard d'Estaing. Leur projet : relancer la coopération monétaire européenne par la création d'une *« zone de stabilité monétaire en Europe »* qui fasse contrepoids au dollar.

Ce conseil devait aussi ébaucher une réponse européenne commune face aux USA, pour le sommet occidental des 16 et 17 juillet à Bonn (voir notre éditorial page 5).

En fait, une telle tentative de coordination monétaire des pays européens date du début des années 1970. A la suite de la dévaluation du dollar en août 1971, les économies européennes décidèrent de ne plus soutenir le cours du dollar en laissant flotter leur monnaie.

Autrement dit, ils rompirent de fait avec les accords de Bretton Woods de 1944, qui les contraignaient à acheter ou vendre des devises dès que leur monnaie s'écartait du cours du dollar.

En même temps, les pays européens s'entendirent pour sauvegarder la liaison existante entre leurs monnaies, en créant le serpent monétaire. C'était là une première tentative pour s'affranchir de la suprématie du dollar.

Début juillet, à Brême, un nouveau pas a été franchi dans ce sens.

Catherine LEMAIRE

Face à la suprématie monétaire américaine

La suprématie du dollar avait été consacrée par les accords de Bretton Woods de 1944. Ces accords ont, en effet, défini les monnaies de tous les pays capitalistes par rapport au dollar et ont fait de celui-ci la monnaie internationale : les pays capitalistes devant régler leurs achats à l'étranger au moyen du dollar.

Grandeur...

Pour fonctionner, un tel système supposait que les USA dominent sans partage le monde capitaliste et le tiennent à leur merci. Car, pour que les pays capitalistes puissent régler leurs achats à l'étranger, il leur fallait détenir des dollars. Comment les obtenir sinon au moyen d'un grave déficit de la balance des paiements US (sortie de dollars supérieure aux rentrées) ? Ce système impliquait de fait que les échanges se fassent à sens unique : les pays européens important tout des USA et n'étant pas eux-mêmes aptes à exporter.

Il fallait donc bien que les USA dominent le monde capitaliste et ce fut le cas après 1944, les USA sortant renforcés de la seconde guerre mondiale. En 1945, ils possédaient à eux seuls 60 % du volume de la production industrielle et les 3/4 des réserves d'or. Tandis que les pays européens se relevaient appauvris de la guerre et devaient s'attacher à la reconstruction.

Cela permit aux USA, par le biais du plan Marshall, de prendre la tête du commerce extérieur et de la production industrielle du monde capitaliste ainsi que de devenir le plus gros exportateur de capital.

... et décadence du dollar

Mais les USA ont vu peu à peu leur position privilégiée s'effriter sous les coups de la lutte des peuples (la guerre du Vietnam par exemple) tandis que leur économie était dilatée par les besoins de la guerre et qu'ils devaient faire face sur le marché mondial à de dangereux concurrents tels l'Allemagne de l'Ouest (RFA) et le Japon.

Cette baisse de compétitivité ainsi que le flot de dollars qui vint inonder le monde capitaliste se traduisirent au niveau monétaire par une chute cons-

Suite page 6



Le chancelier allemand Schmidt et Giscard d'Estaing à la session finale du Conseil de Brême. Ils étaient à l'origine de ce sommet européen.

Tenir compte des deux aspects de l'Europe

L'Europe est à l'heure actuelle le centre de gravité d'activités multiples : visites de Giscard en Espagne et Portugal où se pose, avec la Grèce, la question de l'élargissement du Marché commun ; le conseil européen de Brême (en RFA) sur la coopération monétaire (article page 4,6,7) ; le sommet économique de Bonn (RFA). A cela il faut lier les préparatifs de guerre des deux superpuissances, URSS et USA, avec l'Europe comme enjeu principal de leur rivalité. Les aspects économiques, monétaires, politiques et militaires forment un tout ; ils jouent à la fois dans l'avancée des facteurs de guerre et dans l'avancée des facteurs de révolution.

Prenons l'exemple de la *Conférence de Bonn*, qui s'est terminée le 17 juillet. Ce sommet économique (le quatrième du genre depuis 1973, année qui a vu éclater la « crise de pétrole », réunissait pendant deux jours : les Etats-Unis, le Canada, le Japon, la RFA, la Grande-Bretagne, la France et l'Italie. Son objectif était de coordonner les politiques économiques de ces sept pays, pour avancer un plan de sauvetage des économies capitalistes occidentales. Dans le communiqué final du *« sommet des sept »* il est indiqué qu'ils sont *« confrontés à des problèmes à long terme »*.

Les participants ont demandé et acquis – tout au moins en paroles – que les Etats-Unis prennent des mesures dans le domaine de l'énergie, parce qu'ils ont importé d'importantes quantités de pétrole ces dernières années, ce qui a entraîné d'énormes déficits commerciaux, l'affaiblissement du dollar et l'instabilité des marches des changes.

Tout plan de sauvetage des économies capitalistes est basé sur l'exploitation de l'homme par l'homme, c'est à dire en l'occurence faire payer la crise au peuple. Partant de cette constatation, les dirigeants révisionnistes du PCF ont vite fait d'extrapoler.

Un exemple, le gros titre de la UNE de l'*Humanité* du 17 juillet : *«La politique française décidée à Bonn »* ! Et de relancer leur campagne sur le retour à l' *« atlantisme »* – c'est-à-dire se remettre sous la dépendance des Etats-Unis – et l'atteinte à *« l'indépendance nationale »*, dont ils se présentent comme les champions, ainsi que la défense du *« potentiel économique... »* du capitalisme français.

Le conseil européen de Brême a montré que, contrairement aux affirmations des dirigeants révisionnistes sur le prétendu renforcement du rôle du dollar, la tendance grandissante parmi les pays européens c'est précisément de s'opposer à la suprématie de la superpuissance américaine. Bien sûr ceci ne se fait pas sans hésitations et difficultés de toutes sortes.

C'est avec les mêmes prétextes que les dirigeants du PCF mènent campagne pour *« s'opposer fermement à l'élargissement du marché commun »*(*France Nouvelle* du 10 juillet).

Leur attachement aux *« intérêts de la France »* n'est en fait que relatif lorsque l'on regarde les événements importants qui ont secoué le monde dernièrement : que ce soit en Afrique ou en Asie du sud-est ils ont pris sur tous les points fait et cause pour la politique expansionniste et agressive du social-impérialisme russe ! C'est-à-dire pour la superpuissance la plus dangereuse.

France Nouvelle du 10 juillet relate que le PCF *« défenseur intransigeant et conséquent de l'indépendance nationale »* lors de son audience à l'Elysée a avancé *« des propositions positives réaffirmant la nécessité économique et l'urgence sociale d'une politique d'expansion du marché national, notre attachement au développement de la coopération internationale dans tous les domaines (...) »*. En somme la politique révisionniste ne sort pas des bases de la logique capitaliste. Pour les travailleurs elle aurait les mêmes conséquences que celle de Giscard-Barre. La lutte de classe et de masse il n'en est pas question, il s'agit pour eux de rafistoler le système, alors... *« fabriquons français »* ! De même en ce qui concerne les petits paysans, dont ils essaient de dévier la juste colère essentiellement contre le Marché commun qu'ils présentent comme la cause de tous leurs maux.

C'est le B-A BA de la lutte de classe que la classe ouvrière, les petits paysans et les masses populaires s'organisent pour la lutte et dans la lutte contre les conséquences du système capitaliste et pour finalement le détruire complètement.

Contrairement aux révisionnistes les marxistes-léninistes travaillent à l'unité anticapitaliste indispensable des ouvriers et des paysans petits et moyens.

Ce que cherchent à cacher systématiquement, à propos de l'Europe et du Marché commun, les dirigeants révisionnistes de tous les pays, c'est son rôle anti hégémoniste, sa force et ses capacités de riposte en cas d'agression du social-impérialisme.

Ils font passer le blanc pour le noir en ce qui concerne l'attitude européenne face à la suprématie américaine et ils se mettent en colère lorsque les pays européens s'opposent à l'expansion et aux menaces du social-impérialisme russe, mais applaudissent frénétiquement lorsque des concessions sont faites à ce dernier. Dans ce cas ils ont vite fait d'oublier leur prétendue *« défense intransigeante de l'indépendance nationale »* !

Pour les authentiques communistes et pour les travailleurs des villes et des campagnes, ce double aspect de l' Europe et du Marché commun ne nous laisse nullement indifférents. Il est de l'intérêt des travailleurs, pour la révolution en France et dans le monde de tenir compte des deux aspects : d'abord combattre pied à pied l'exploitation capitaliste et notament notre propre bourgeoisie ; et en même temps apprécier toutes les prises de position et mesures qui s'opposent à la mainmise de l'une ou l'autre des superpuissances et à leurs préparatifs de guerre, principalement du social-impérialisme.

Claude LEBRUN

L'ECU à l'assaut du dollar

Dans sa lutte pour les débouchés mondiaux, la bourgeoisie monopoliste américaine tire le plus grand profit possible de la baisse du dollar. Cette baisse est de plus en plus utilisée comme instrument de guerre commerciale.

Concurrence accrue avec les USA...

C'est ainsi qu'un rapport américain vient d'annoncer que ce gouvernement entendait porter la part des exportations de la production nationale de 7 à 20 % en 15 ans. Et l'on sait que la baisse du dollar en constitue un des moyens privilégiés pour les USA. On a vu ces derniers tenter de faire pression sur la RFA et le Japon pour qu'ils réévaluent leur monnaie et par là-même freinent leurs exportations en direction des USA.

Voilà qui confirme que, sous l'effet de la crise, la concurrence s'aggrave entre les pays et les monopoles du second monde (ici : concrètement l'Europe de l'Ouest et le Japon) et ceux du premier monde (dans le cas présent : les USA).

Cela explique l'attitude plus agressive et concertée des monopoles européens à l'égard du dollar. Cette monnaie dont la baisse est désormais favorisée volontairement par le gouvernement américain vient, de façon accrue, s'opposer aux intérêts des monopoles européens.

Pour l'Allemagne de l'Ouest, la hausse du mark par rapport au dollar (80 % en huit ans) pèse de plus en plus lourdement sur ses exportations. De plus, le soutien du mark coûte cher à la RFA.

Pour les autres pays européens, à monnaie faible, cette baisse constante du dollar entraîne la baisse de leur propre monnaie. Cela amène un renchérissement des importations et accélère l'inflation.

tante du dollar : au même moment, la RFA et le Japon devenaient les plus gros exportateurs du monde et bénéficiaient de gros excédents commerciaux venant valoriser leur monnaie.

Les autres pays, tels la France, l'Italie et la Grande-Bretagne, peu compétitifs, incapables de compenser leurs importations par un accroissement de leurs exportations, ne pouvaient que voir leur monnaie suivre la baisse du dollar.

C'est dans ce cadre qu'il faut situer la création en 1972 du premier serpent monétaire européen.

Consistant à maintenir des marges de fluctuation plus étroites entre les monnaies de la Communauté européenne (CEE), il avait pour objectif d'écarter le dollar des échanges européens, échanges qui représentent plus de 40 % du commerce mondial.

Mais le serpent monétaire se heurta très vite à la crise des pays capitalistes. Ainsi, la France, l'Italie et l'Angleterre, ne pouvant supporter les limites fixées au flottement de leurs monnaies, le quittèrent rapidement.

Aujourd'hui, l'idée de se retrouver dans un serpent amélioré réapparaît. L'objectif qui lui est fixé : écarter le dollar du marché européen au profit des monnaies européennes.

Léo Tindemans, Premier ministre belge, Helmut Schmidt, chancelier de la RFA, Giscard d'Estaing et Giulio Andreotti, Premier ministre italien, à la rencontre de Brême. Opposer un ensemble de monnaies européennes solides liées par des parités fixes entre elles et capables de menacer le dollar, tel était l'objectif de ce sommet européen.



Face à une telle situation, opposer un ensemble de monnaies solides liées par des parités fixes entre elles et capables de menacer le dollar, tel est l'objectif fixé par le Conseil de Brême.

A cette fin, ce Conseil s'est donné pour but la création d'un serpent monétaire amélioré, plus souple. Cette souplesse résultera d'abord de l'institution de l'unité de compte européenne : ECU.

...et collaboration européenne

L'ECU est un panier des monnaies des Neuf, qui servira à calculer les fluctuations de change des monnaies du serpent européen.

Dès lors, les risques pour une monnaie de s'écarter des limites fixées sont plus réduits que si l'écart est calculé par rapport à une seule monnaie, comme c'est le cas pour le serpent actuel.

D'autre part, l'ECU jouerait le rôle de moyen de règlement entre organismes financiers européens : il permettrait ainsi d'écarter le dollar des circuits financiers d'Europe.

Enfin, on envisage un Fonds monétaire qui pourrait disposer de réserves de près de 50 milliards de dollars, plus que ce dont ne dispose aucune banque centrale.

Ce fonds viendrait soutenir les pays européens en difficulté pour maintenir la valeur de leur monnaie à l'intérieur du serpent. Il s'agirait donc d'une aide européenne et non plus d'une aide personnalisée, venant surtout jusqu'à ce jour de la RFA.

Les fonds de la banque, selon les accords de Brême, seront les fonds communs de tous les pays d'Europe et ne viendront plus d'un seul pays (en l'occurence avant tout la RFA) qui pouvait dès lors exercer à loisir des pressions sur les autres. Il faut se souvenir qu'en 1976, la France avait préféré sortir du serpent monétaire, plutôt que d'accepter le prêt de la RFA.

Bien sûr, toute cette politique monétaire n'est que l'expression de la recherche de plus grands profits pour les monopoles européens et l'expression aussi de leur effort de redéploiement au niveau mondial, en particulier en direction des USA.

En effet, une telle politique, resserrant les parités des monnaies européennes entre elles, ne permettrait plus à certains pays de jouer sur leur monnaie faible pour stimuler leurs exportations. Dans cette Europe en crise, seuls les pays qui auront pu restructurer leur économie pourront se placer en tête de la concurrence mondiale.

C'est dans ce cadre qu'il faut situer la politique de Barre, la restructuration et son cortège de licenciements. Giscard-Barre sont en tête pour impulser la relance européenne. Tandis que l'Italie ou l'Angleterre, qui jouent encore beaucoup sur leur monnaie fondante pour développer leurs exportations, sont beaucoup plus réticentes.

Il n'en reste pas moins que ce projet de monnaie européenne constitue un pas de plus dans l'opposition des pays européens aux USA. Et il est à noter que ce coup-ci, c'est l'Allemagne de l'Ouest qui prend avec la France la tête de cette opposition.

Si les monopoles européens veulent surmonter leurs contradictions et s'unir c'est bien pour s'opposer à la loi du dollar et à sa domination économique sur l'Europe.

SCHMIDT'S BANK OF EUROP
CAISSE
FRANCS BELGES
LIRES
FRANCS
WOLINSKI

Caricature de Wolinski dans l'Humanité. A propos des accords de Brême, le journal du PCF déclare : « C'est la RFA qui, en accord avec Jimmy Carter, régentera cette « zone de stabilité » grâce au zèle de M. Giscard d'Estaing ». En réalité, une analyse sérieuse des faits révèle que : « ce projet de monnaie européenne constitue un pas de plus dans l'oppositon des pays européens aux USA et qu'il est à noter que c'est l'Allemagne de l'ouest qui prend avec la France la tête de cette opposition ». Rien à voir en fait avec « L'Europe Atlantique » dont nous parle l'Humanité.

Campagne de soutien aux emprisonnés corses

Le 21 août 1975, à Aléria (dans la plaine orientale), des militants autonomistes corses occupent la cave d'un viticulteur rapatrié d'Algérie pour dénoncer un vaste réseau de fraude sur le vin qui sévit dans l'Ile. Le 22 août les forces de police donnent l'assaut et une fusillade s'ensuit : deux gendarmes mobiles sont tués. Au cours de la nuit du 27 au 28 août, des affrontements entre les forces de police et des militants corses ont lieu à Bastia : après une violente fusillade, on dénombre un mort parmi les policiers. Serge Cacciari est accusé d'être l'un des participants à la fusillade ; il est arrêté et inculpé.

Après les événements d'Aléria, la répression s'est accentuée en Corse. Des patriotes corses sont déférés devant la Cour de sûreté de l'État, tribunal antidémocratique, juridiction d'exception dont la France est le seul pays européen à avoir le triste privilège.

C'est par cette institution fascisante que Serge Cacciari est jugé en juillet 1976. Il est condamné, sans aucune preuve, à dix ans de réclusion criminelle pour « complicité de meurtre ».

L'« Unione di u populu corsu » de la région France sud, dans une lettre adressée à la presse, nous informe que : *« Quelques mois après, Monsieur Joncquères, Procureur général auprès de la Cour de Sûreté de l'État, démissionne avec éclat en dénonçant cette injustice majeure et en expliquant publiquement les pressions dont il a été l'objet. »*

Le 29 mai 1978, Serge Cacciari engage une grève de la faim illimitée. Au bout de cinq semaines, un premier succès vient d'être remporté. Son transfert de Melun, où il se trouvait en compagnie d'une poignée de kollabos de la dernière guerre condamnés à mort et graciés par Pompidou, à une autre prison (Fresnes) (1) est un fait acquis. Il était également privé de toute distraction accordée habituellement aux prisonniers politiques.

En ce qui concerne la demande de recours en grâce faite au président Giscard d'Estaing il y a plus d'un an, qui était la deuxieme raison de sa grève de la faim, son dossier doit être rouvert pour examiner la question.

D'autre part, outre Serge Cacciari et les vingt-quatre patriotes corses arrêtés juste avant le voyage de Giscard dans l'île, puis emprisonnés, c'est de nouveau une vingtaine de personnes qui ont été arrêtées et interrogées dont trois (2) ont été le 9 juillet déférées devant la Cour de sûreté de l'État.

C'est une confirmation, s'il en était vraiment besoin, que le voyage de Giscard ne réglerait aucun problème. Le gouvernement français, loin de se préoccuper des problèmes réels du peuple corse, a déclenché au contraire contre celui-ci une répression aveugle dans le but de le museler. C'est par la force que l'État français prétend supprimer les revendications des patriotes qui couvrent toute la Corse.

C'est pourquoi il est nécessaire que d'une part s'intensifie la campagne de soutien aux emprisonnés corses, en faisant signer massivement la pétition ci-contre, en la reproduisant si cela n'est pas déjà fait, et en renvoyant la liste des signatures au journal qui transmettra (3). D'autre part, soutenons activement la lutte du peuple corse, notamment en la faisant connaitre et en travaillant à l'unité contre notre ennemi commun : l'État capitaliste francais.

Serge LAFORGE

(1) — On peut lui écrire à l'adresse suivante : Serge Cacciari, Hopital Prison de Fresnes — 1 avenue Division Leclerc — 94261 — Fresnes.

(2) Parmi eux, Mathieu Filidori, qui avait pris la parole lors d'un meeting de solidarité et de popularisation de la lutte des paysans corses, le 27 mars 1977 à la Mutualité à Paris. Ce meeting était soutenu par le mouvement « Aiutu Paesanu » (« Solidarité paysanne »). Mathieu était venu spécialement à Paris pour le meeting et c'est en temps que représentant des paysans corses et au nom de ce mouvement qu'il avait pris la parole. Or, il vient d'être arrêté plus d'un an plus tard sous le prétexte fallacieux d'avoir pris la parole au nom du FLNC (mouvement qui est clandestin) ! Faute d'argument le gouvernement Giscard fait de l'arbitraire une force de loi !

(3) — Le « Comité de soutien aux Corses emprisonnés », 14 rue de Nanteuil CICP 75015 — Paris, nous a fait part d'une première liste de 332 signatures de la pétition. Nous ne pouvons reproduire cette liste faute de place. Les pétitions peuvent également être signées dans les librairies : Norman Béthune, 76 boulevard Saint-Michel — Paris 5e ; les Herbes sauvages, 70 rue de Belleville — Paris 20e ; la Force du Livre, 32 rue René Leynaud — 69001 Lyon.

« J'exprime ma solidarité avec les patriotes corses victimes de la répression, demande leur libération immédiate, l'arrêt de toutes poursuites et la dissolution de la Cour de sûreté de l'État ; reconnais conformément à la Déclaration universelle des droits de l'hommes, le droit au peuple corse à disposer de lui-même.

Nom . . . .
Prénom . . . .
Signature . . . .

CONDAMNER LES PATRIOTES CORSES, C'EST CONDAMNER LE PEUPLE CORSE!!



Le Comité de soutien aux patriotes-corses emprisonnés., l'Union des travailleurs corses exilés (UTCE), les étudiants corses (CSC).

A propos d'un article paru dans « Libération »

Point de vue de notre délégation de journalistes en Chine

Depuis quelque temps certains courants politiques hostiles à la Chine cherchent à accréditer l'idée d'un virage à droite, d'une « démaoisation ». Récemment le journal *Libération* a donné la parole à l'un de leurs représentants, un réalisateur de « *Chinois, encore un effort pour être révolutionnaires* ». Notre délégation qui s'est récemment rendue en Chine à l'invitation du *Quotidien du Peuple* tient à réfuter les conclusions tirées dans l'article signé « Wu xing-ming » de l'édition datée du lundi 10 juillet 1978 de *Libération*.

Le procédé employé par l'auteur de l'article est relativement simple. Nous ne parlerons pas ici des rivalités personnelles qu'il s'efforce de distinguer parmi les dirigeants chinois. Après la réunion du XIe congrès du PCC et de la Ve Assemblée nationale populaire, ce que nous avons constaté en Chine durant notre voyage nous permet de dire avec certitude que la ligne politique suivie n'est pas le fait de quelques hommes mais le fruit de larges débats idéologiques et politiques parmi des centaines de millions d'hommes et de femmes et de la lutte de classe qui oppose le peuple à ceux qui voudraient en finir avec le socialisme.

Mais la procédure suivie par l'auteur ne se borne pas à l'artifice des rivalités personnelles présentées par bien des sinologues comme le moteur de la politique chinoise. Il est trop évident en effet que des « querelles de palais » ne collent pas bien avec la réalité du socialisme en Chine. Aussi l'auteur raffine-t-il par rapport aux sinologues communément présentés comme bourgeois. Il s'appuie sur de soi-disant « *révélations du Quotidien du Peuple* » à propos de la répression fasciste qui a sévi durant la période de la « Bande des quatre » pour tenir le raisonnement suivant : s'il y a eu une telle répression couverte par Mao et si elle est critiquée maintenant, c'est pour attaquer Mao lui-même — et, — ceux qui critiquent maintenant certains actes commis durant la Révolution culturelle le font parce qu'ils veulent « démaoïser » la Chine.

Nous voulons simplement expliquer pouquoi un tel raisonnement est complètement faux : primo le président Mao a combattu durant la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne la politique qui consistait à vouloir régler des contradictions au sein du peuple par la contrainte ; il s'est à maintes fois opposé à la répression antipopulaire suscitée par la « Bande des quatre ». Secondo la politique suivie par la Chine ne fait qu'appliquer aux conditions d'aujourd'hui, en en reprenant les grandes orientations, la ligne générale préconisée par le président Mao. La Grande Révolution Culturelle Prolétarienne avait comme objectif, d'après la circulaire du 16 mai 1966 du Comité central du PCC, de combattre et démasquer une poignée de représentants capitalistes infiltrés à la direction de ce parti. Elle ajoutait d'ailleurs que la plupart étaient susceptibles d'être rééduqués et que de toute façon les contradictions entre opinions différentes devaient au sein du peuple être réglées par la discussion. Certains dirigeants, Lin Piao et les Quatre, récemment exclus, ont alors cherché à utiliser le mouvement de masse à leurs propres fins et à brouiller les cartes, en faisant prendre la majorité des cadres pour cible et en attisant la moindre contradiction qui pouvait surgir de manière à engendrer des affrontements violents. Ils représentaient un courant politique qui, sous une apparence d'extrême gauche, pensait ainsi pouvoir prendre le pouvoir. De nombreux cadres du PCC que nous avons vus en Chine nous ont raconté les persécutions et les soufrances qu'ils avaient endurées ainsi : prison, tortures, humiliations diverses sous prétexte d'autocritique, mise en résidence surveillée sous prétexte de rééducation dans une école du 7 mai etc.

Ce sont d'authentiques communistes et s'ils peuvent comme tous les communistes dignes de ce nom le reconnaissent avec modestie (le président Mao lui-même) avoir commis des erreurs, il est tout à fait juste qu'ils soient réhabilités et que les persécutions dont ils ont été l'objet soient dénoncées. Que les responsables de tels actes aient été combattus par le président Mao, nous en avons eu un exemple, parmi d'autres, à Hangchéou. Le responsable provincial qui avait inspiré de tels actes, dénoncé par les ouvriers de l'usine de soie a été emprisonné du vivant du président Mao, en 1975, après que celui-ci ait exigé qu'il soit mis fin aux affrontements très violents dans cette région.

Enfin opposer la politique chinoise actuelle à celle menée par le président Mao est pour le moins fantaisiste. L'auteur de l'article ne l'ignore sûrement pas, le président Mao disait lui-même qu'il y avait dans la révolution culturelle 70% de bon et



Ces deux vétérans communistes qui nous ont accueillis et guidés en Chine ont été cruellement persécuté par les partisans de la bande des Quatre... parce que en communistes authentiques, ils persistèrent à appliquer la politique du président Mao.

30% de mauvais. Distinguer les acquis de cette révolution, des erreurs et de la politique contre-révolutionnaire menée à l'instigation de la « Bande des quatre » pour appliquer la ligne du président Mao dans tous les secteurs, voilà quel est l'objet de la politique chinoise actuelle.

Nous espérons que *Libération* nous donnera la possebilité d'expliquer prochainement ce que nous avons vu et appris en Chine et aimerions qu'il nous ouvre ses colonnes, ne serait-ce que pour montrer qu'il ne les réserve pas à ceux qui combattent la Chine.

Jean NESTOR

Les procès de Moscou

TROIS PROCES POUR MUSELER L'OPINION

Lundi 10 juillet, se sont ouverts en URSS trois procès contre des dissidents. Les accusés sont : Anatoly Chtcharanski, Alexandre Guinzbourg et Viktoras Piatkus. Accusés d'espionnage pour l'un, de propagande antisoviétique pour les autres, leur véritable crime est de s'être élevés contre le régime fasciste qui règne actuellement en URSS, d'avoir réclamé que soient respectés les droits de l'homme, droits que l'URSS s'est engagée à respecter lors de conférences internationales, telle celle d'Helsinki, en juillet 1975.

Ces trois procès ne sont pas les premiers qui touchent les dissidents soviétiques. Récemment, on peut rappeler qu'il y eut celui d'Orlov, membre d'un groupe de surveillance de l'application de l'accord d'Helsinki. Cette conférence n'a été qu'un vaste bluff et l'Union soviétique est la première à violer les principes qui y ont été établis. Cependant, pour ceux qui, dans ce pays, luttent contre la répression, cette conférence sert de référence pour faire connaitre la réalité qui sévit en URSS. Dans plusieurs villes et régions, ont été créés « des comités de surveillance pour l'application de l'accord d'Helsinki ».

Chtcharanski, Guinzbourg et Piatkus sont membres de ces comités. Ce sont des opposants politiques à un régime fasciste et c'est en tant que tels qu'ils sont jugés par les dirigeants soviétiques. Par ailleurs, il faut voir que ce courant d'opposition ne concerne pas seulement quelques individus mais qu'il correspond à une lutte menée partout et à tous les niveaux en URSS à l'heure actuelle contre le fascisme.

Le procés de Chtcharanski

C'est lundi 10 juillet que s'est ouvert à Moscou le procès de Chtcharanski. Accusé de trahison et d'espionnage, il risque la peine de mort. L'acte d'accusation est très lourd.

Les premiers jours du procès se sont tenus à huis clos, puis le frère de l'accusé a pu assister à l'audience. Chtcharanski a alors demandé à ce que les témoins à charge fassent une nouvelle fois leurs dépositions afin de montrer au grand jour sur quelles bases résident les accusations. Celles-ci résident essentiellement sur un témoin qui a connu auparavant l'accusé et qui a reconnu lui-même avoir été espion. C'est maigre. Peu importe, il sera cru par les autorités soviétiques. Les autres témoins, quant à eux, se contentaient de réciter les éditoriaux parus dans la Pravda à ce sujet. Il ne faut pas oublier les divers médecins venus témoigner sur les excellentes conditions de détention des prisonniers.



Anatole Chtcharanski. Trois ans de prison et dix ans de camp de travail à régime sévère.

Pour des crimes dont les autorités soviétiques n'ont toujours pas fourni les preuves, Chtcharanski a été condamné à treize ans de détention : trois ans de prison et dix ans de camp de travail à régime très sévère... Il fut non seulement reconnu coupable de trahison et d'espionnage mais également d'« *agitation et de propagande antisoviétique* » ce qui lui valut une peine de sept ans de détention mais les juges ont été bons, les deux peines ont été confondues.

Ce procès n'était pas celui d'un espion mais celui d'un dissident. Alors qu'un wagon cellulaire emmenait Chtcharanski après le procès, le dissident Andréi Sakharov cria aux policiers qui l'empêchaient d'entrer au tribunal : « *Vous n'êtes pas des hommes, vous n'êtes que des fascistes ; écoutez un membre de l'académie des sciences : vous êtes des fascistes.* »

Le procès de Guinzbourg

A Kalouga, à 180 kms de Moscou, débutait le même jour, le procès d'Alexandre Guinzbourg. Cette fois, pas d'affaire d'espionnage à mettre en avant mais simplement ses activités de militant pour le respect des droits de l'homme en Union soviétique. L'acte d'accusation souligne qu' « *Alexandre Guinzbourg a diffusé des documents calomniant le système politique et économique de l'URSS, laissant croire que le pouvoir persécute les citoyens pour leurs convictions politiques et religieuses (!) et diffamant les conditions de détention des condamnés dans les établissements pénitentiaires.* »

Guinzbourg était déjà connu depuis longtemps pour ses activités politiques. Lors du procès, il a déclaré que ces activités n'avaient rien d'antisoviétique mais qu'elles étaient tournées contre le régime qui dirige l'Union soviétique.

Afin de rendre la condamnation plus crédible, les juges ont cherché à alourdir le dossier de Guinzbourg. Pendant un temps, ils avaient pensé à accuser ce dissident de trafic de devises ; les juges ont abandonné l'idée d'eux-mêmes. Cependant, ils ont tenu à obtenir des renseignements sur le fonds d'aide aux prisonniers politiques, les noms des bénéficiaires, etc... A cela, Guinzbourg a répondu : « *Ni le tribunal, ni le procureur, ni le KGB ne figurant parmi les soutiens du fonds, je n'ai donc pas de comptes à leur rendre sur la distribution de l'argent.* »

Les juges s'en sont pris alors à la moralité de Guinzbourg et de sa famille. En quelques minutes, le prisonnier était devenu un ivrogne, un homosexuel qui, de plus, « *préférait écouter la Voix de l'Amérique plutôt que d'écouter la TV soviétique.* »



Alexandre Guinzbourg avec son fils. Huit ans de camp de travail.

Autant de faits qui ont permis aux juges de condamner Guinzbourg à huit ans de camps de travail suivis de trois ans d'assignation à résidence.

Le procès de Piatkus

Enfin, le même jour commençait à Vilnius le procès de Viktoras Piatkus, membre d'un groupe lithuanien de surveillance de l'application de l'accord d'Helsinki. Un procès dont on parle beaucoup moins et pourtant, Piatkus aura une peine supérieure à celle de Guinzbourg.

Il est accusé lui aussi d'agitation et de propagande antisoviétique mais également d'avoir participé à la création d'une organisation « antisoviétique », avec en surplus, un délit d'homosexualité.



Pendant le jugement de Chtcharanski, des dissidents attendent à l'extérieur. Le dernier à droite est Sakharov. Il a injurié les policiers qui refusaient de le laisser rentrer dans le tribunal « Vous êtes des fascistes ».

Refusant d'être un acteur de cette comédie, Piatkus a dû être amené de force pour assister à son procès. Il a alors décidé de dormir sur le banc des accusés pendant que se déroulait cette parodie de procès. Le procureur demande la peine maximum pour ce récidiviste (il a déjà passé seize ans en camp de travail) à savoir dix ans de détention dont trois ans de prison, suivis de cinq années d'exil. Le procureur a eu gain de cause, la peine est très lourde.

Trois parmi tant d'autres

En ce qui concerne les procès de Chtcharanski et de Guinzbourg, les autorités soviétiques ont choisi de réduire les peines prévues par le code pénal pour les délits dont ces deux hommes se sont rendus coupables. Par contre, Piatkus devra purger la peine maximum. Ainsi, il ne s'agit pas de clémence ou d'un quelconque adoucissement ; simplement la « justice » soviétique a voulu montrer que les procès, ceux dont on parlait beaucoup en occident, n'étaient pas joués d'avance, que les accusés ont pu se défendre, que tout s'est passé loyalement.

Il n'en reste pas moins que trois hommes ont été condamnés à huit, dix ou treize ans de détention pour un simple délit d'opinion.

Cette semaine-là, ils étaient trois à passer en jugement pour être des dissidents mais il faut se souvenir que ce sont onze personnes qui ont connu durant les quatre mois prédédents les mêmes procès, qu'elles ont été condamnées à des peines allant de deux ans d'assignation à résidence, à quinze ans de détention. Quatre autres ont été privés, dans le même temps, de la nationalité soviétique. Ils sont aussi des centaines à attendre leur tour ; dissidents intellectuels mais aussi travailleurs qui se sont élevés contre les conditions de travail, qui ont créé un syndicat libre, indépendant de ceux inféodés aux nouveaux patrons.

Pour la paix à l'intérieur

Ce que veulent Brejnev et la bourgeoisie soviétique, c'est mettre hors d'état de nuire ces empêcheurs de tourner en rond. Sa politique impérialiste exige que tout tourne bien à l'intérieur ou tout du moins au mieux. Il lui faut le calme dans le pays pour pouvoir semer la guerre partout dans le monde et particulièrement en Afrique et en Asie.

Les belles paroles d'Helsinki sont très vite devenues lettres mortes. Les droits de l'homme sont plus que jamais bafoués, la détente s'est révélée être une superbe course aux armements. Il n'y avait rien d'autre à attendre de la part d'un pays fasciste. Cette attitude, ces actes de l'Union soviétique ne sont pas ceux d'un pays socialiste. Peu à peu ce masque du socialisme, hérité de l'histoire tombe pour montrer au grand jour son caractère fasciste en même temps qu'apparait plus clairement sa nature de grande puissance impérialiste.

Evelyne LE GUEN

Procés de Moscou

Les rèactions en France

Tous les partis qu'ils soient de droite, de gauche ou d'extrême gauche ont condamné les procès tenus en Union Soviétique. C'est une excellente chose car cela contribue à accroître l'isolement des dirigeants soviétiques. Cependant il faut voir les choses de plus près.

Les partis de la bourgeoisie au pouvoir condamnent les procès qui se sont déroulés en URSS et c'est positif. De là à en tirer les conclusions logiques qui s'imposeraient il y a au moins un bon pas. Il n'y a qu'à voir le type d'accord que le gouvernement Giscard-Barre continue à passer avec l'URSS : usines clés en main contre matières premières c'est alléchant pour nos capitalistes bien sûr. Mais ... d'une part l'approvisionnement énergétique de la France se trouve ainsi subordonné au bon vouloir de l'URSS... alors même que son offensive en Afrique vise déjà à lui permettre de couper le moment venu la route du pétrole.

D'autre part la bourgeoisie nourrit ainsi l'effort de guerre qui menace l'Europe et la France. Voilà où conduit l'appétit du profit.

Le PCF a dénoncé les procès avec vigueur et l'on peut lire dans l'*Humanité* du 11 juillet sous la plume de René Andrieu : « *Sans doute m'objectera-ton qu'il y a des lois soviétiques, que les accusés sont poursuivis pour les avoir violées, et que charbonniers doit être maître chez soi. Sans doute. Mais il y a aussi les lois universelles pour lesquelles nous combattons et que nous devons être les premiers à les respecter. Un accusé, quel qu'il soit, doit être libre de choisir son avocat et les tribunaux doivent siéger au grand jour. Si c'est en vertu des lois soviétiques que l'on envoie des opposants dans les asiles psychiatriques ou que les procès actuels se déroulent pratiquement à huit clos et avec des avocats commis d'office, alors disons le nettement, au risque d'être accusés de nous mêler d'autres affaires que les nôtres ; il est vraiment temps de mettre la lettre et l'esprit des lois à l'heure de notre temps* **».**

Certes les dirigeants du PCF dénoncent l'injustice qui règne en URSS, eux qui, il y a quelques années seulement pouvaient passer pour des inconditionnels. C'est la marque que l'URSS est de plus en plus discréditée parmi les travailleurs et les diverses couches de la population. Il ne faudrait pas s'imaginer pour cela que ces mêmes dirigeants sont prêts à dénoncer le fascisme soviétique, le caractère hitlérien agressif de l'URSS. Ne se bornent-ils pas à parler d'atteinte aux droits de l'homme et à la légalité « socialiste » ? Ils voudraient faire avaler aux travailleurs qu'ils ne s'agit que de bavures et que l'URSS reste malgré tout socialiste. Est-ce une erreur d'appréciation ? Bien au contraire c'est une attitude politique réfléchie qui les conduit à présenter les conseillers soviétiques et les mercenaires cubains en Afrique comme des libérateurs... Vos libérateurs, messieurs, les dirigeants du PCF, ont, vous ne l'ignorez-pas le plus grand désir de nous libérer aussi, comme l'indiquent les tanks et les forces militaires conventionnelles comme nucléaires braquées vers l'Europe. Mais ne l'ignorez pas non plus, notre peuple se battra alors contre eux comme il s'est battu contre les nazis lors de la seconde guerre mondiale !

Evelyne LEGUEN

Des milliers de personnes...

A Paris, deux manifestations se sont déroulées pour protester contre la tenue des procès en Union soviétique à l'encontre des dissidents Anatoly Chtcharanski, Alexandre Guinzbourg et Victoras Piatkus.

Le dimanche 9 juillet, la veille de l'ouverture des procès, plusieurs centaines de personnes s'étaient rassemblées sur le parvis de Notre-Dame. Le mardi suivant, ce sont plusieurs milliers de personnes qui ont manifesté de la République à l'Opéra à l'appel du Comité de défense d'Anatoly Chtcharanski. Les organisations politiques de gauche comme de droite avaient envoyé leurs délégations.

Sur la banderole de tête : « Sauvons Anatole Chtcharanski et Alexandre Guinzbourg », puis à la suite, plusieurs banderoles dénonçant le fascisme qui sévit en URSS. Tant par les slogans que sur les banderoles, Brejnev était dénoncé comme le nouvel Hitler.



En bref

Une délégation en Italie du Parti communiste marxiste-léniniste de France

Durant la première semaine de juillet, une délégation du Comité central du Parti communiste marxiste léniniste de France a séjourné en Italie.

A Rome, elle a eu *des entretiens amicaux avec une délégation du Parti communiste unifié d'Italie (PCUI)*. Ces échanges de vue ont porté sur l'analyse de la situation internationale, la situation politique en France et en Italie, les tâches actuelles des deux partis. Ceux-ci ont également échangé leur expérience dans l'importante tâche de l'unification des marxistes léninistes (le PCUI vient de tenir son 3e congrès qui a sanctionné victorieusement un processus d'unification avec l'organisation communiste marxiste léniniste d'Italie).

Au cours de ces entretiens, qui ont témoigné de larges convergences de vue entre les deux partis, les deux délégations ont notamment souligné leur commune solidarité avec la République populaire de Chine et le Kampuchea démocratique, victimes des agissements expansionnistes du Vietnam.

A Florence, la délégation du PCMLF a également eu un entretien avec une délégation du Parti communiste marxiste léniniste d'Italie (PCMLI).

• Turquie

Saisie de plusieurs numeros du quotidien Aydinlik

Comme l'indique un récent communiqué de presse du Bureau d'*Aydinlik* à Paris, l'édition du 4 juillet de ce quotidien a été saisie, ainsi que celles à partir du 11.

Le motif en est l'annonce et la publication d'une série de documents sur la « contre-guérilla », section secrète de l'armée, responsable de nombreux meurtres et attentats terroristes.

Le commandant général de la gendarmerie a demandé au procureur d'Istanbul d'interdire ces articles et le juge du tribunal d'instance d'Istanbul a ordonné la perquisition des locaux de la rédaction du journal.

Tant les perquisitions opérées le 11 juillet dans le but de trouver des documents originaux que la saisie des numéros en contenant la reproduction constituent une violation flagrante de la Constitution, articles 22 (« La presse est libre et ne peut être censurée ») et 25 (« Les imprimeries et leurs dépendances ainsi que l'équipement de presse ne peuvent être saisis, confisqués, ou empêchés même s'ils sont considérés comme des instruments d'infraction »).

Le Bureau d'*Aydinlik* à Paris conclut : « Nous lançons un appel à tous ceux qui défendent la liberté de presse et le respect des Droits de l'Homme à protester auprès du gouvernement de Turquie afin de défendre la liberté de presse en Turquie ».

Aidons la ZANU

Le peuple du Zimbabwe (Rhodésie) ne cesse de poursuivre son offensive victorieuse contre le régime raciste de Ian Smith, lui portant des coups sévères sur les plans militaire, politique et diplomatique. Il contribue ainsi à la lutte révolutionnaire de tous les peuples du monde.

Au sein du Front patriotique, qui rassemble les patriotes africains, la ZANU, dirigée par Robert Mugabe, joue un rôle décisif en dirigeant la lutte armée, contre le régime raciste, en appellant à la vigilance contre les manœuvres impérialistes de l'URSS comme des USA.



Mais ses moyens matériels pour faire connaître la lutte du peuple zimbabwe, sont très réduits. Récemment, le gouvernement du Mozambique a offert à la ZANU les locaux d'un grand bureau d'information à Maputo (Mozambique). Mais celui-ci doit être entièrement équipé.

Le Comité central de la ZANU a fait une démarche auprès de notre journal pour que lui et ses lecteurs lui apportent une contribution matérielle pour cela.

Répondez à cet appel, souscrivez en adressant votre souscription à :

L'Humantié rouge – CCP 30 226 72 D La Source – avec la mention « pour la ZANU ».

Le Comecon, un instrument du Kremlin pour piller les pays membres

Le 27 juin, à la réunion de Bucarest du Comecon (Comité d'entraide économique), le Vietnam déposait une demande pour y adhérer. C'est là une démarche lourde de sens politique, et de conséquences pour le peuple vietnamien, car le Comecon n'est nullement une association libre de pays libres et indépendants.

La création du Comecon remonte à 1949. Il regroupait alors l'URSS, la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Hongrie, la Bulgarie, l'Albanie et l'Allemagne de l'Est, et avait pour but, d'aider ces différents pays, tous lourdement touchés par les conséquences de la guerre, à développer une économie indépendante. Il s'agissait d'une entraide basée sur le principe de l'égalité des pays concernés. De fait, pendant les premières années de son existence, chacun de ces pays avança dans la voie de l'édification d'une industrie lourde indépendante, créant ainsi les conditions matérielles nécessaires à un développement économique rapide.

Des nouvelles théories de Krouchtchev à celle de la « division internationale du travail »

Mais à partir du XXe congrès du Parti communiste soviétique, l'attitude de l'URSS commença à changer. Krouchtchev déclare :

« Il n'est plus nécessaire aujourd'hui que chaque pays socialiste développe absolument toutes les branches de l'industrie lourde comme dut le faire l'Union soviétique, qui était pendant longtemps le seul pays socialiste, et qui se trouvait encerclée par le capitalisme. Maintenant qu'il existe des liens fraternels puissants entre les pays socialistes et que leur capacité de défense et leur sécurité reposent sur la puissance industrielle de tout le camp socialiste, chaque pays européen de démocratie populaire peut se spécialiser dans le développement des branches industrielles et dans la production des biens pour lesquels il dispose des bases économiques et naturelles les plus favorables. » (*Pravda*, du 15 février 1959).

Seule l'URSS pouvait se permettre, selon Krouchtchev, de développer toutes les branches économiques.

C'était déjà là le principe de la « division internationale du travail », qui fut adopté aussitôt par le Comecon. Onze ans plus tard, en 1971, le Comecon alla plus avant dans l'application de ce principe en adoptant un « Programme d'ensemble pour la poursuite de l'approfondissement et le perfectionnement de la coopération et du développement des pays membres du Comecon. »

Examinons-en maintenant les applications pratiques.

Dans la pratique

L'URSS s'est spécialisée dans la production d'énergie et dans l'extraction des matières premières, tandis que ces branches ont été considérablement réduites dans les autres pays (Roumanie exceptée). A titre d'exemple, voici la part de l'URSS dans les importations est-allemandes de quelques matières premières :

gaz	100 %
pétrole	90 %
minerai de fer	90 %
acier	90 %
zinc	70 %
aluminium	60 %
plomb	90 %

Les proportions sont à peu près les mêmes pour les autres pays.

Or, cette domination de l'URSS sur l'énergie et les matières premières est lourde de conséquences. Premièrement, elle lui assure le contrôle sur toute l'économie des autres pays : il suffirait qu'elle arrête les livraisons pour leur créer de graves difficultés à leur économie. *C'est un formidable moyen de pression.* Deuxièmement, c'est aussi un moyen de pillage. En 1975, l'URSS a augmenté le prix de son pétrole de 130 %, et elle a décidé de l'augmenter tous les ans comme elle le voulait : plus de 8 % en 1976, plus de 25 % en 1977. Cela a augmenté le déficit du commerce extérieur des pays d'Europe de l'Est et *leur endettement envers l'URSS*, surtout que les prix des produits achetés par l'URSS restent fixes.

Pour rembourser l'URSS, ils doivent produire et lui livrer ce qu'elle veut bien accepter — ce qui permet à l'URSS d'accroître la spécialisation de chaque pays et sa dépendance envers elle.



Le Comecon : un immense empire : 1. RDA ; 2. Pologne ; 3. Tchécoslovaquie ; 4. Hongrie ; 5. Roumanie ; 7. URSS ; 8. Mongolie extérieure ; 9. Vietnam. Aux pays représentés ici, il faut ajouter Cuba.

Des appendices de l'URSS

L'URSS s'efforce de se réserver tous les secteurs-clé et de faire travailler les autres pays à son compte. Ainsi, la Tchécoslovaquie fabrique des pièces détachées pour des voitures qui sont ensuite fabriquées en URSS et vendues par elle. Là encore, cela accroît la dépendance envers l'URSS.

La construction commune de grands complexes et la réalisation commune des grands travaux est un autre aspect de l'« intégration économique » souhaitée par Moscou :

— En Sibérie orientale, à Outlimsk, un grand complexe de production de pâte à papier est en construction. Les pays du Comecon autres que l'URSS participent à son financement, en échange, ils recevront plus tard une partie de la production.

— l'URSS a aussi imposé aux autres pays la construction de gazoducs dans toute l'Europe de l'Est, c'était la condition à la livraison de gaz.

Qui y gagne ?

La réponse est évidente : l'URSS profite de l'apport de capital et de travail est-européen pour renforcer son potentiel économique et développer particulièrement les secteurs-clé.

Les autres pays du Comecon sont tout à fait perdants : leur déficit envers l'URSS s'accroît, si bien qu'ils connaissent de graves difficultés financières et doivent limiter leurs investissements intérieurs : toute leur économie en souffre.

Des résistances

Certes, le pillage auquel se livre l'URSS par le biais du Comecon se heurte à une certaine résistance de la part de tous les autres pays membres, *particulièrement d'ailleurs de la part de la Roumanie* qui a seule conservé une économie encore diversifiée et relativement complète.

Chaque session du Comecon est l'objet d'âpres marchandages qui se déroulent en coulisse et au cours desquels les pays d'Europe de l'Est tentent au moins de limiter le pillage soviétique dans leur pays. Mais les moyens de pression de l'URSS sont importants tant sur le plan strictement économique que sur les plans politique et militaire.

Jean CHOUBAIRE

Sur le ton du maître à ses laquais

Le Kremlin dicte ses exigences. Le maître, c'est l'ambassadeur russe à Prague, Semionov ; les laquais, ce sont les responsables économiques tchécoslovaques.

« Il serait sage d'étudier plus précisément le marché soviétique, afin que les entreprises tchécoslovaques soient mieux à même d'harmoniser leur programme de production avec les possibilités qu'offre le marché soviétique.

» La construction de voies ferrées se ralentit. C'est la raison pour laquelle la demande soviétique en locomotives tchécoslovaques a diminué. Les commandes de trolley-bus tchécoslovaques dépendent de l'avenir de la circulation urbaine. A cela s'ajoutent les critiques à faire quant à la qualité des trolley-bus tchécoslovaques. Nous ne pouvons donc plus contraindre nos acheteurs à acheter plus de trolley-bus tchécoslovaques. (...)

» En aucun cas, nous n'achèterons des marchandises qui ne se vendent pas sur d'autres marchés. Les marchandises qui nous sont livrées doivent être de première qualité, et elles doivent satisfaire nos exigences. Une partie de ces marchandises doivent être fabriquées à partir de matières importées ou sous licence étrangères. Si la Tchécoslovaquie économise des sommes énormes (??) en achetant des matières premières à l'Union soviétique, il est à mon avis tout à fait légitime qu'elle examine la possibilité d'acheter, avec une partie de ces sommes, des marchandises et des licences utiles à l'Union soviétique. »

(Extrait du journal tchèque SVOBODA, 1973).

Des pays du Tiers monde condamnent Cuba

Le ministre somalien des Affaires étrangères condamne la violation par Cuba du non-alignement.

Kartoum, 16 juillet. Cuba n'est pas digne de rester dans le mouvement des non-alignés, puisque sa soumission et son alliance à l'Union soviétique sont en contradiction avec les principes et les objectifs du mouvement. Le ministre somalien des Affaires étrangères, Abdurahman Jama Barre a fait cette déclaration aujourd'hui à la 31e réunion du Conseil ministériel de l'OUA (Organisation de l'unité africaine).

Le ministre somalien a encore déclaré : *« depuis le commencement du mouvement non-aligné, chacun des deux super-grands, avec leurs blocs d'opposition ont toujours manœuvré pour saboter ce mouvement, si possible, ou pour s'infiltrer dans ses rangs dans l'espoir d'influencer ses décisions en leur donnant une orientation favorable aux intérêts particuliers et aux projets stratégiques. »*

Un hebdomadaire yougoslave attaque la position cubaine sur le mouvement de non-alignement :

Belgrade, le 10 juillet. La proposition cubaine selon laquelle les pays non-alignés doivent *« maintenir l'unité »* avec le soi-disant *« camp socialiste »* *« n'est plus du tout possible »*, dit l'hebdomadaire yougoslave *« Nedeljne informativne novine »* dans un commentaire d'aujourd'hui.

« Les pays non-alignés comprennent que cela signifie en réalité un certain alignement » fait remarquer le commentaire, et les auteurs de cette proposition *« ont dirigé leur lance contre la politique anti-bloc des pays non-alignés »*.

* Cuba fait partie du COMECON.

International

La Mauritanie aprés le coup d'Etat

Et maintenant ?

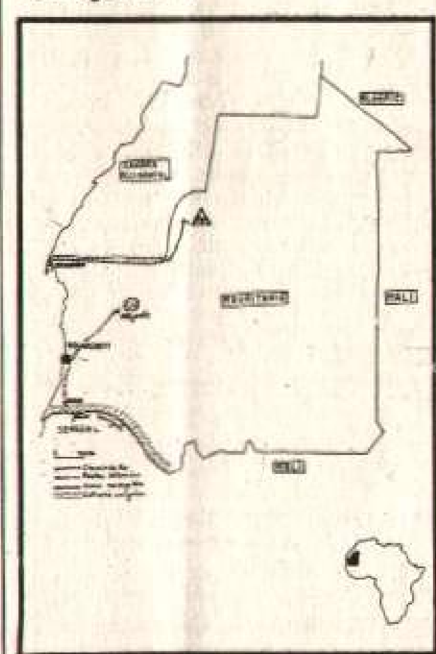
Le coup d'état qui vient de secouer la Mauritanie et de renverser celui qui, pendant dix huit ans en avait été le président, Moktar Ould Dada, a posé beaucoup d'intérrogations mais en même temps suscite certains espoirs. Une solution pacifique au problème saharaoui apparait aujourd'hui comme une possibilité sérieusement envisageable. Il nous est apparu intéressant, pour mieux voir quelles pouvaient être les répercussions de ce coup d'état, de revenir un peu en arrière sur l'histoire et la politique de la Mauritanie depuis son indépendance.

C'est le 28 novembre 1960 que la France reconnait l'indépendance de la Mauritanie comme, à la même époque, elle a reconnu celle de tous les anciens pays de l'Afrique Occidentale Française. Comme la plupart des anciens états coloniaux, la Mauritanie a des frontières assez arbitraires. Dans l'esprit des anciens colonisateurs, cet état doit regrouper les «Maures», et pour lui donner une frontière naturelle au sud on l'a descendu jusqu'au fleuve Sénégal, englobant ainsi une partie de population de race noire. Ce pays, deux fois grand comme la France ne possède alors aucune richesse exploitée. Il n'existe aucune industrie. La population se compose essentiellement de bergers nomades. Un problème se pose cependant au moment de l'indépendance : le Maroc émet des prétentions sur ce vaste territoire qui se libère dans sa région sud. Face à cette revendication, l'intransigeance d'un homme aura un rôle très important. Il s'agit de Moktar Ould Dada. C'est un des très rares intellectuels mauritaniens de culture française. En s'appuyant sur la France, qui voit également en lui une carte possible, il est proclamé lors de l'indépendance, président du jeune État. Il le restera jusqu'à ces derniers jours, ayant été réélu, trois fois, en 1966, 71 et 76.

Une politique d'indépendance

Assez rapidement, la politique d'Ould Dada apparait telle qu'elle se poursuivra pendant dix huit ans. Le soucis de l'unité nationale et de la recherche de l'indépendance en sont les principaux traits. Trois mois après avoir muselé l'opposition, au lendemain de l'indépendance, il fait sortir des prisons ses dirigeants et fonde avec eux le Parti du peuple de Mauritanie (PPM). Ce parti regroupe les trois grands partis alors existants : le PRM d'Ould Dada, le PSM, et le parti Nahda, parti qui avait milité dès 1958 pour l'indépendancé. Cette préoccupation d'unité nationale se manifestera par la suite à bien d'autres reprises.

L'autre lutte qui est engagée au lendemain de l'indépendance, c'est la lutte pour une plus grande indépendance vis-à-vis de l'ancien maitre, la France. Il s'agit, tout d'abord, de la création des premières sociétés nationales, Air Mauritanie, puis la Sonimeg, une société d'import-export, en 1966. En 1966, également, le congrès du Parti du peuple mauritanien décide, et ce, contrairement à ce qui était prévu dans les accords avec la France, que le français n'est plus la seule langue nationale, l'arabe le devient également.



Parallèlement à cela, et en matière de politique internationale, la Mauritanie poursuit une politique de non-alignement de plus en plus marquée. Membre fondateur de l'Organisation de l'Unité africaine (OUA), elle participe au mouvement des non-alignés. Elle est un des premiers pays à entretenir des relations exclusives avec la Corée du Nord ainsi qu'avec la Chine populaire. Durant les guerres de libération, on trouve des bureaux cambodgiens, vietnamiens et bien sûr palestiniens à Nouakchott.

C'est cependant en 1972 que la lutte pour l'indépendance économique prend le tour le plus décisif. On annonce alors que la Mauritanie veut réviser les accords monétaires qui la lient à la France et créer sa propre monnaie. Malgré le refus français, notamment en ce qui concerne un fond de soutien à la future monnaie mauritanienne, la Mauritanie, six mois aprés, est le deuxième pays, après le Mali, à sortir de la zone francs (la Guinée n'y est jamais entrée). En 1972, également, les autorités mauritaniennes dénoncent l'accord militaire qui permettait à l'armée française d'évoluer comme en terrain conquis. Désormais, il n'y a plus un seul militaire français dans le pays.

C'est en 1973 que commencent les nationalisations avec le secteur de l'épargne et des assurances. Un contrôle des changes impose au grand monopole français du fer de rapatrier le produit des ventes faites à l'étranger. Plusieurs banques sont soit nationalisées, soit créées sous le contrôle de l'État et, en 1974, c'est la MIFERMA qui est nationalisée. La MIFERMA, c'est la société à capitaux européens, essentiellement français, qui exploite les mines de fer mauritaniennes. Le fer, c'est la grande richesse du pays, il représente près de 50 % du produit national brut (PNB) et il est d'excellente teneur. Cette nationalisation fait passer la participation mauritanienne de 5 % à 100 %. La SOMINA, société cuivrière, est elle aussi nationalisée. Avec ces deux nationalisations, le pays s'est rendu, d'un seul coup, maître de sa principale richesse, son sous-sol. Aprés le secteur bancaire et financier, c'est, pour l'impérialisme, un très rude coup, mais pour le pays, de très grandes possibilités qui s'ouvrent. Cette ouverture vers la construction d'une économie nationale, est d'autre part favorisée par la coopération qu'entretient la Mauritanie avec de nombreux pays du tiers monde et par l'aide importante qu'elle reçoit des pays arabes de l'OPEP et de la Chine. Ceci fait, qu'en 1975, la Mauritanie, est un pays, qui certes revient de très loin, mais dont le produit national brut par habitant, s'est accru de 42 % en une seule année.

Une guerre désastreuse

En 1975, cependant un fait nouvau intervient qui va avoir de lourdes répercussions. La Mauritanie signe avec l'Espagne et le Maroc l'accord de Madrid qui enterine le partage du Sahara occidental. Aussitôt les combattants du front Polisario engagent une lutte de libération nationale dont les répercussions vont rapidement se faire sentir en Mauritanie; Ils portent en effet la guerre jusque dans le territoire mauriatnien lui-même, attaquant à de nombreuses reprises le train minéralier de Zouerate, le poumon du pays. Dès lors la Mauritanie va devoir s'engager plus avant encore dans une guerre dont elle n'a pas les moyens. On fait passer l'armée de trois à dix-sept mille hommes, fardeau énorme pour l'économie nationale encore très faible. On ouvre une école militaire, faisant appel, pour cela, à l'armée française dont on avait réussi à se débarasser quelques années plus tôt. C'est un pas en arrière dans la politique d'indépendance nationale.

Deux autres faits vont venir encore aggraver les conséquences de la guerre sur l'économie : la sécheresse, tout d'abord. Depuis 1974, il n'a pas plu en Mauritanie et cela a eu des répercussions catastrophiques pour les bergers nomades, la crise de l'économie capitaliste ensuite. Le fer mauritanien a pour principal débouché l'Europe, et la crise des dernières années a entraîné, au niveau du fer, aussi bien une baisse des cours que de la consommation.

Ould Dada, malgré quelques tentatives timides et qui avorteront vite, n'a pas pu arrêter la guerre. Il persiste à refuser l'autodétermination au peuple saharaoui.

Et maintenant ?

D'après les déclarations qu'ont fait les nouveaux dirigeants de Nouakchott, on peut se faire une première idée de leurs motivations et de leurs intentions. Leurs soutiens semblent se compter principalement parmi les milieux d'affaires, tant nationaux que liés à l'impérialisme. Trois différences essentielles, paraissent aujourd'hui devoir marquer la différence avec la politique d'Ould Dada. Tout d'abord, la recherche de la paix. C'est pour cela qu'ils ont pris le pouvoir et ce sera certainement l'objectif numéro un. Les signes sont déjà très encourageants avec la décision du front Polisario de décréter un cessez-le-feu unilatéral. Ce serait d'ailleurs une très bonne chose pour l'Afrique toute entière que ce foyer de guerre s'éteigne avant de devenir un nouveau terrain de manœuvre pour Moscou. La seconde différence semble être un retour à un plus grand libéralisme économique et un appel aux investisseurs étrangers. Il n'est même pas à exclure que se produisent un certain nombre de dénationalisations. Ce serait assurément un pas en arrière dans la voie de l'indépendance économique. Le troisième point, corollaire du second, serait une libéralisation politique avec peut-être, un système multipartis. Cela aurait pour effet de retirer le monopole politique aux anciennes forces nationales de centre gauche et de permettre aux différentes bourgeoisies de s'organiser. Un premier test sera de savoir si la Mauritanie réintègre ou non la « Zone franc ».

S'il est trop tôt pour tirer des conclusions définitives de ce coup d'État, on peut néanmoins citer une conclusion récente de camarades marxistes-léninistes mauritaniens :« *Pour la Mauritanie, aujourd'hui le mieux serait de garder la politique d'Ould Dada, mais avec la paix.* »

Serge FOREST



Ouvriers de la MIFERMA : le fer, la principale richesse nationale.

L'évolution en quinze ans (D'après *Jeune Afrique*).	Il y a 15 ans	Aujourd'hui
Population	1 070 000	1 300 000
PNB (Millions de francs)	637	1 500
Exportations (millions de francs)	320	830
Importations (millions de francs)	76	690

La Chine met fin à son aide à l'Albanie

(Extraits de la note du ministère chinois des affaires ètrangères)

Nos lecteurs ont appris par les journaux et la radio-télévision que la Chine avait pris la décision de mettre fin à son aide à l'Albanie et de rappeler ses experts. Un note du ministère chinois des Affaires étrangères explique les raisons qui ont amené la Chine à cela. Pour donner à nos lecteurs un certain nombre d'éléments d'information sur cette question nous en publions de larges extraits.

Partant de son désir de promouvoir l'amitié entre les deux peuples et de développer les relations amicales entre les deux pays et suivant les principes du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien, le gouvernement chinois, à la demande du gouvernement albanais, a accordé depuis 1954 une aide économique et militaire à l'Albanie. L'exécution des accords conclus entre la Chine et l'Albanie exige du gouvernement chinois une dépense de plus de dix milliards de yuans (renminbi) dont la plus grande partie a déjà été payée. La Chine a accepté d'aider l'Albanie à entreprendre en tout 142 projets de construction complets dont 91 ont été achevés, 23 sont pratiquement accomplis ou en cours de réalisation et 17 ont fait l'objet de travaux d'étude ou de conception.

La Chine a apporté son aide à l'Albanie alors qu'elle faisait face elle-même à de nombreuses difficultés. Nous vous avons livré 1 800 000 tonnes de céréales, bien que nous n'en ayons pas en abondance. Nous vous avons fourni plus d'un million de tonnes de produits en acier, en dépit de l'insuffisance d'acier chez nous. Nous vous avons procuré plus de 10 000 tracteurs, alors que le degré de mécanisation agricole dans notre pays est encore bas et que nous devons compter principalement sur le labeur des hommes et des bêtes de trait. Malgré notre faible capacité de production électrique, nous vous avons prêté notre aide qui vous a permis d'achever ou pratiquement d'achever la construction de centrales de diverses dimensions totalisant une puissance installée de 885 000 kwh, de sorte que la production électrique de l'Albanie dépasse ses besoins. Nous avons fourni à vos forces armées des tanks et des chars d'assaut de fabrication chinoise avant même d'en équiper nos propres troupes. S'agissant des équipements complets à l'usine d'engrais azotés de Fieri, nous n'étions pas en mesure de les fabriquer nous-mêmes, donc nous avons dû les acheter avec des devises dont nous avions grand besoin pour les réexporter en Albanie. Nous avons mené des expérimentations spéciales et procédé à la production d'essai pendant plus de dix ans, dépensant plus de 100 millions de yuans (renminbi) pour votre complexe métallurgique utilisant comme matières premières une paragenèse albanaise en latérite composée de nickel, de cobalt, de fer et de chrome, parce que nous n'avions pas d'expérience pratique à cet égard et qu'il nous était impossible d'acquérir au marché international la technologie et les équipements demandés. A présent, sur les vingt-deux ateliers de ce complexe, vingt ont été achevés et mis en fonctionnement. Ce projet a permis à l'Albanie de produire pour la première fois du fer et de l'acier en mars 1976...

La Chine a une base économique et technique faible ; de plus, ces dernières années, son économie nationale a été affectée par le sabotage de Lin Piao et de la bande des Quatre ainsi que par de graves calamités naturelles. Nous ne sommes donc pas en mesure de satisfaire entièrement les demandes d'aide croissantes de la partie albanaise, de lui donner tout ce qu'elle désire et quand elle veut. Toutefois, le peuple chinois peut dire avec la conscience tranquille, qu'animé de l'esprit internationaliste prolétarien, il a déployé le maximum d'effort en faisant des économies sur l'habillement et la nourriture pour mener à bien son aide à l'Albanie.

Il convient également de souligner que ces dernières années, la partie albanaise a sans cesse attaqué par insinuation la politique intérieure et extérieure de la Chine et que malgré cela, nous avons continué à remplir notre devoir d'aide. En 1975, nous avons consenti un nouveau pret sans intérêt de 500 millions de yuans (renminbi) et signé un nouvel accord d aide militaire gratuite. Depuis le 7e congrés, les dirigeants albanais ont attaqué ouvertement et avec perfidie le grand dirigeant du peuple chinois, le président Mao et le Parti communiste chinois, blessant gravement les sentiments du peuple chinois. Même dans ces circonstances, la Chine, gardant à cœur l'amitié entre les deux peuples, a poursuivi son aide à l'Albanie et les experts chinois ont continué d'exécuter les accords et de travailler à leur poste. Depuis 1977 jusqu'à ce jour, la Chine a expédié en Albanie environ 300 000 tonnes de matériel dans le cadre de l'assistance économique et militaire, a aidé ce pays à réaliser, ou pratiquement réaliser, dix projets de construction, a accepté la demande du gouvernement albanais en remettant à la période 1991-2000 le remboursement du crédit de 217 000 000 yuans (renminbi) qui devait se faire avant 1980 et a signé un accord sur la fourniture sans contrepartie à l'Albanie de pièces de rechange pour les équipements militaires. Les sincères sentiments amicaux du gouvernement et du peuple chinois à l'égard du peuple albanais, de même que leur bon désir de préserver la coopération entre les deux pays, n'échappent pas au peuple, aux cadres et aux soldats albanais...

Mue par ses besoins politiques tant à l intérieur qu'à l'extérieur, la partie albanaise, tout en intensifiant ses activités antichinoises sur le plan politique, entreprend maintenant de dénigrer sans vergogne l'aide chinoise à l'Albanie et de saper la coopération économique et militaire entre les deux parties. Des nombreux faits, nous n'en citons ici que quelques uns à titre d'exemple.

1. Pendant le premier trimestre de 1978, le vice-ministre albanais de l'industrie et des Mines menait avec nous des discussions sur la réalisation avec l'assistance chinoise de projets de construction tels que le complexe métallurgique, il nous a demandé arbitrairement de fixer, en l'absence des résultats de l'expérimentation, le calendrier de livraison des plans et des équipements destinés aux ateliers de laminage des tôles à froid, de tubes sans soudure et à la fonderie. Nous n'avons pas accepté cette demande déraisonnable, alors il a refusé de poursuivre les consultations en affirmant que ce que la partie albanaise avait dit était « définitif et catégorique », et il a insolemment rompu les discussions, ce qui a non seulement empêché de résoudre, au moyen de consultations, les nombreuses questions en suspens, mais interrompu le travail d'assistance portant sur les ateliers de laminage des tôles à chaud et de soudure des tubes, travail au sujet duquel les deux parties étaient déjà parvenues à un accord.

« La raffinerie de pétrole polyvalente de Ballsh fonctionne dans des conditions caractérisées par une température élevée et de hautes pressions, et ses produits sont inflammables et explosibles. Les experts chinois ont donné, il y a longtemps, des indications détaillées aux responsables et aux ouvriers de cette usine en insistant sur la nécessité d'observer strictement les règles des opérations. Mais après la mise en service de ladite raffinerie au début de 1978, la partie albanaise n'a pas suivi les indications techniques données par les experts chinois ni repecté les règles des opérations, ce qui fait qu'en plus de trois mois, il s'est produit successivement huit graves accidents. Par exemple, suivant les consignes, la teneur en eau du pétrole brut utilisé dans l'unité de raffinage – hydrogénation ne doit pas dépasser un pour cent, pourtant, la partie albanaise a même utilisé, dans la production d'essai, du pétrole brut dont la teneur en eau atteingnait 70 %, provoquant ainsi l'arrêt du fonctionnement de l'unité, ce qui est encore plus grave, c'est que la partie albanaise, à l'insu des experts chinois, a fermé les valves du dispositif de cokéfaction mis en marche normale pour le faire fonctionner à température excessive. Cette façon d'agir visait sans aucun doute à créer de graves accidents pour en attribuer la responsabilité aux experts chinois et ternir l'image de la Chine. (Suivent six autres points dont voici le dernier).

8. Le 29 avril et le 20 mai 1978, le ministère albanais des Affaires étrangères a envoyé à l'ambassade de Chine en Albanie des notes dans lesquelles il portait des accusations sans aucun fondement, alléguant que les experts chinois « avaient le dessein délibéré de nuire à l'économie albanaise » et que la Chine, « en violation » des accords, « avait dressé des obstacles » dans son assistance à l'Albanie, et « porté gravement atteinte » à l'économie de l'Albanie. Le 7 juin 1978, le ministère chinois des Affaires étrangères a adressé à la partie albanaise une note de réponse dans laquelle il a exprimé le vœu que les deux pays, au moyen de notes, échangent des vues et règlent les divergences surgies dans la coopération bilatérale, pour que celle-ci puisse se poursuivre. Cependant, l'ambassadeur d Albanie en Chine a même refusé d'accepter ladite note et de résoudre les problèmes par voie de consultations.

Tous ces faits montrent que la direction albanaise s'est décidée à aller toujours plus loin dans la voie antichinoise, violant délibérément les accords conclus entre les deux parties sur l'assistance de la Chine à l'Albanie, calomniant et incriminant faussement les experts chinois et sabotant systématiquement, selon un plan préétabli, la coopération économique et militaire entre les deux pays. Cela nous a mis dans l'impossibilité de continuer notre travail d'assistance. De plus, vous avez bloqué la voie du règlement des problèmes à travers des consultations. Dans ces circonstances, le gouvernement chinois n'a d'autres choix que de mettre fin à son aide économique et militaire à l Albanie, de cesser ses paiements à titre d'assistance à cette dernière et de rappeler ses experts économiques et militaires qui travaillent en Albanie. Le gouvernement chinois espère que le gouvernement albanais accordera aux experts chinois des facilités pour leur retour au pays. Que les relations de coopération économique et militaire entre les deux pays aient été sapées, cela est du exclusivement à la partie albanaise, et l'entière responsabilité en incombe à cette dernière. Le gouvernement chinois attache invariablement un grand prix à l'amitié qui lie les peuples chinois et albanais, et il espère toujours que des rapports normaux pourront se maintenir et se développer entre la Chine et l'Albanie...

Tanneries du Puy: après le 3ème plan de restructuration

On prépare la rentrée

Aux tanneries françaises réunies (TFR) les plans de restructuration se suivent et se ressemblent.

Le premier d'abord en juillet 1974 devait tout regler... moyennant la fermeture de l'usine d'Annonay. Annonay ferma mais rien ne fut réglé. Alors vint le deuxième plan : l'annonce de 210 licenciements en octobre 1976. Soixante-douze au Puy, le reste à Bort-les-Orgues. Cela ne régla rien non plus et il y eu le 24 avril 1978 le troisième plan : 562 licenciements dont 392 au Puy sur 715 travailleurs et 170 à Bort sur 285.

Les effectifs des TFR sont ainsi tombés de plus de 2 000 en 1974 à un millier avant le 24 avril et moins de 500 si le troisième plan s'applique. Licenciements, départs, retraites anticipées plus d'embauche : la moyenne d'age est de 42 ans aux tanneries du Puy. Les tanneurs ont pu mesurer ce que valent restructuration et autres plans de sauvegarde.

Barre lors de sa visite au Puy a pu constater qu'on est nombreux ici à ne pas apprécier son baratin : il a du passer par une fenêtre pour éviter le « *contact* » avec la population.

Au Puy avec 1500 travailleurs les tanneries c'était la grosse boite. Dans cette région ou les « *plans pour l'agriculture* » poussent les paysans à la misère et vident les campagnes, rares étaient les jeunes qui en sortant de l'école n'allaient pas faire aux tanneries leurs premières armes de prolétaires : le renouvellement était de 25% par an.

Forte concentration ouvrière, c'était aussi le phare sur le plan social pour les autres entreprises plus petites, textiles notamment, et où l'exploitation était encore plus dure. Bref : un peu le « *Renault* » local. Alors toucher à la Tannerie c'est toucher à la classe ouvrière, à toute la population locale. Les ripostes aux plans successifs ont pris l'allure de mobilisation générale, jusqu'au tocsin qui a sonné à la cathédrale.

Les rues de la ville qui compte 29 000 habitants ont vu manifester jusqu'à 10 000 personnes. Tous commerces fermés, toute activité interrompue : c'était le 26 mai dernier.

Quelques jours plus tôt les 20 et 21 mai lors des journées portes-ouvertes, pourtant préparées en moins d'une semaine, plus de 10 000 visiteurs ont parcouru les ateliers neufs, ces ateliers qui paraissent aujourd'hui presque vides avec à peine plus de 300 travailleurs pour les faire fonctionner. Ces ateliers que les maitres du cuir veulent fermer.

Sidem, le patron des TFR a quitté le navire en 1974 après faillitte, pas les mains vides : en 1973 son « *salaire* » était de trois millions de centimes par mois selon des documents récupérés par les ouvriers lors d'une occupation des bureaux et cela sans compter les commissions sur marché et autres revenus plus important encore.

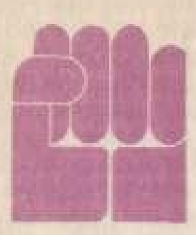
Des actions nombreuses et variées

Surtout dans le veau, spécialité du Puy, la peau tan

(Suite page 24)

Manifestation au Puy en janvier 1978.





Unir Rassembler

L'unité c'est la force des travailleurs. Ce fut la force, c'est toujours la force des tanneurs du Puy, leur unité entre eux, leur unité avec toute la population. C'est le mérite de ceux qui conduisent cette lutte d'avoir su construire, préserver, renforcer cette unité à travers de multiples difficultés au fil des actions entreprises : actions toujours à caractère de masse, pour des objectifs précis, avec le souci constant de mobiliser, d'augmenter le rapport de force entre les travailleurs, avec esprit d'initiative et sans craindre de passer outre la légalité qui sert et protège les patrons. Car l'unité ne tombe pas du ciel. Bien sûr les bases objectives en existent toujours : l'intérêt commun contre les patrons et leur gouvernement. Mais la réalité aujourd'hui les travailleurs le savent bien, c'est plutôt la division.

D'abord les hommes au pouvoir savent bien la cultiver ! « *diviser pour régner* » c'est toujours leur devise. Aux Tanneries françaises réunies, l'usine d'Annonay, c'était la « verrue » qu'il fallait enlever pour que tout marche. Cette propagande a pu tromper les travailleurs puisque les tanneries d'Annonay sont restées isolées dans les Tanneries françaises réunies. Au Puy, aussi, il y en a eu des campagnes menées, Barrot en tête, pour diviser les Tanneries de la population, les tanneurs entre eux. Le succès des « portes-ouvertes », des « *journées ville-morte* » de mai dernier a dûr bien décevoir et inquiéter ces meneurs de campagnes-là qui s'appuient aussi sur des différences réelles entre travailleurs : ceux qui ont leur bout de terre, leur petit boulot à côté ; ceux qui ont toujours leur place, les différences entre paysans et ouvriers, entre commerçants plus ou moins petits, les travailleurs des usines et des campagnes.

Ensuite il y a tous ces partis, il y a les divers syndicats qui tous affirment représenter et défendre les intérêts des travailleurs. Les partis qui se mettent d'accord c'est en fait pour mieux se faire concurrence et gagner des voix pour les élections ; les dernières l'ont bien montré et cela se répercute dans les syndicats. Quand Mitterrand vient aux Tanneries alors que le Conseil régional à majorité PS a adopté un plan qui accepte en fait les licenciements est-ce pour servir les travailleurs ? Quand le PC prétend que c'est lui qui a eu l'initiative de la « journée ville-morte » alors que ce sont les tanneurs et que les « journées portes-ouvertes » à l'usine en ont été le tremplin est-ce pour servir les travailleurs ? Représenter et défendre les intérêts des travailleurs cela ne se proclame pas, cela se prouve dans les faits.

Au Puy, chacun connait parmi les leaders de la lutte la présence d'un camarade marxiste-léniniste, depuis plus de six ans aux Tanneries, militant de longue date à la CGT ; nul ne conteste son rôle justement pour unir et rassembler. Certes, ce n'est pas à lui bien qu'il ait suivi tous les stages requis que sont confiés les cours des écoles de base de la CGT « ***Il en sait trop sans doute*** » disent les syndiqués. Mais par contre, il a contribué à ce que le soutien de l'union régionale CGT après avoir été plus que réticent, soit aujourd'hui important, surtout depuis les élections il est vrai : la direction de la CGT a à faire oublier son engagement total dans l'impasse de l'Union de la gauche.

Unir et rassembler toutes les forces de la classe ouvrière locale, toutes les forces du peuple : c'est seulement ainsi que l'on peut soutenir efficacement les Tanneries, les ouvrières d'Elastelle, tous les travailleurs.

C'est aussi de cette manière, consolider et édifier le Parti dans lequel se reconnaitra demain toute la classe ouvrière enfin unie.

Jacques DUROC.

Les procès Sonacotra reportés au début de l'automme

Maintenir la vigilance

Stoléru avait annoncé qu'il mettrait un terme avant octobre au mouvement de grève des loyers qui se développe dans les foyers de travailleurs immigrés.

C'est dans ce but qu'il a suscité la vague de procès qui touche une centaine de résidents des foyers Sonacotra et peut-être d'autres ensuite. La période était propice pour réaliser le mauvais coup, c'était déjà l'été, les vacances. Pour l'instant, l'offensive de Stoléru marque le pas, la plupart des procès ou des jugements ont été renvoyés au début de l'automne par les tribunaux. La mobilisation dans les foyers atteint un niveau supérieur à celle qui existait précédemment. Le mouvement de grève des loyers continue de s'étendre, accéléré par la nouvelle hausse des loyers décidée par le pouvoir. Quant au soutien, s'il reste encore beaucoup trop restreint, il s'est étendu dans bien des endroits. Les détracteurs de la lutte des résidents des foyers Sonacotra se trouvent de plus en plus isolés. Bref, la riposte à Stoléru, est bien engagée. Il importe de poursuivre les efforts afin de mettre en échec sa nouvelle offensive anti-immigrés.

Le mercredi 5 juillet, environ 2 000 résidents des six foyers d'Argenteuil sont dans la rue. Ils se rendent en manifestation jusqu'au tribunal de Sannois ou plusieurs d'entre eux doivent être jugés pour non-paiement des loyers. Le jugement sera repoussé au 28 septembre.

Des manifestations analogues se dérouleront à Saint-Denis, à Lagny, à Ivry, à Nanterre, à Longjumeau... partout où des responsables sont convoqués devant les tribunaux. A chaque fois la mobilisation des résidents a dépassé en ampleur celles réalisées en 1976, quand la Sonacotra avait recourru à la justice pour imposer les saisies-arrêts sur salaires.

Si Stoléru et la Sonacotra pensaient frapper quelques « meneurs » isolés, c'est raté. Les résidents ont compris les attaques de Stoléru comme une menace pesant sur eux tous. Quant aux juges siégeant dans les tribunaux, plus d'un aura été davantage sensible à la présence unanime des résidents qu'aux plaidoiries des avocats de la Sonacotra. Pourtant ceux-ci ne mâchaient pas leurs mots. Ils ont été jusqu'à assimiler les délégués des résidents à des terroristes : *« Dans la plupart des foyers, c'est une situation à l'italienne, comme en Italie »*.

A l'issue de la manifestation devant le tribunal de Puteaux où devaient être jugés des résidents du foyer de Nanterre-Maisons, les policiers en civil arrêtaient un résident porteur d'une sono. Faire entendre dans la rue les revendications des travailleurs, c'est troubler l'ordre public ! Aussitôt alertés plusieurs centaines de travailleurs immigrés investissaient le commissariat. Intervention qui eu le don de modifier l'état d'esprit des flics et qui provoqua très rapidement la libération de leur camarade.

C'est cette mobilisation des travailleurs immigrés qui fit les succès de la manifesttion du samedi 8 juillet à Paris. Pendant plusieurs heures, du métro Chapelle proche de Barbès jusqu'à Ménilmontant plus de 5 000 manifestants défilèrent derrière la banderole du Comité de coordination des résidents des foyers Sonacotra. Malgré la pluie, les travailleurs immigrés et aussi français scandaient avec force et dans un ordre impeccable, les mots d'ordre hostiles à Stoléru, exprimant leurs revendications et la nécessité d'une lutte unie des Français et des immigrés.

Tout cela ne doit pas réjouir Stoléru ni la direction de la Sonacotra.

En fait, danc ce conflit, le temps joue contre eux. Habituellement les capitalistes utilisent le temps pour faire céder les grévistes. Dans les greves, à l'usine, les patrons de plus en plus souvent sont prêts à perdre gros pour ne pas céder sur les revendications ouvrières et force est de reconnaitre que bien souvent la perte de salaire pour les grévistes est plus vite et plus cruellement ressentie que le manque de production pour les patrons qui sont organisés pour y faire face. Dans le cas d'une grève des loyers comme celle des foyers Sonacotra, les choses se présentent bien différemment et si la Sonacotra veut à nouveau encaisser des loyers, il faudra bien qu'elle en passe par une négociation globale sur la plate-forme revendicative des résidents.



La manifestation du 8 juillet 1978.

Récemment la Sonacotra s'est payé des placards publicitaires d'une demi-page dans les colonnes du *Monde* et du *Matin*. Soit dit en passant, cet exemple en dit long sur l'indépendance des grands moyens d'information. De quelle sorte d'objectivité vont-ils se prévaloir pour parler des luttes des résidents quand ils se font financer par la Sonacotra ? Dans ces publicités, la Sonacotra accumule un tissu de mensonges pour justifier aux yeux de l'opinion son refus de négocier et du même coup, elle essaie de discréditer la lutte des résidents en semant le doute sur son bien-fondé. Les foyers y sont décrits comme des petits paradis où régneraient le confort et la liberté.

En faisant cela, la Sonacotra essaie bien sûr d'abuser l'opinion mais en même temps, elle fait la preuve publique de son embarras.

C'est précisément cette opinion qu'il s'agit de gagner au soutien des légitimes exigences des résidents représentés par le Comité de coordination. Dans ce domaine, certains progrès ont été réalisés à l'occasion des procès de ce mois de juillet. Dans plusieurs endroits, des forces nouvelles ont manifesté leur solidarité aux résidents en butte à la répression. Par contre, les dirigeants du PCF se sont distingués, une fois de plus, dans le domaine de la calomnie et de l'odieux.

« Stoléru est aidé dans sa tâche par l'attitude irresponsable du « Comité de coordination des foyers Sonacotra en grève », impulsé par des gauchistes de tous bords. Le Comité appelle à une grève illimitée et totale des loyers. Ce mot d'ordre irresponsable place les travailleurs immigrés dans une situation difficile.

Non seulement il les place sous les coups de la répression mais il les isole en prétendant agir « indépendamment de toutes les organisations syndicales ou politiques ». Il coupe la lutte des travailleurs immigrés de la lutte de l'ensemble de la classe ouvrière de France et la prive ainsi de toute efficacité. »

Voilà ce qu'écrivait l'*Humanité* du 6 juillet 1978. Cette prise de position haineuse a été désavouée par un certain nombre des militants de ce Parti et plusieurs élus du PCF étaient plus qu'embarrassés pour la défendre devant les travailleurs.

D'ailleurs les prises de positions favorables aux résidents en lutte se multiplient ces derniers temps dans les syndicats à la CFDT comme à la CGT. Les dirigeants de ces confédérations sont plus souvent questionnés sur leur passivité qui dans la circonstance est interprétée par de nombreux syndiqués comme une intolérable complicité avec Stoléru. Il faut continuer dans cette voie, afin de maintenir la vigilance pendant l'été et que dès l'automne des succès plus décisifs soient remportés.

Pierre MARCEAU

Dans *L'Humanité*

Dans le même article où l'*Humanité* traite le Comité de coordination de gauchiste et d'irresponsable, on trouve un éloge de la lutte « responsable » menée au foyer Salvador Allende : « dès 1975, les résidents du foyer Salvador Allende à Saint-Denis avaient obtenu gain de cause sur l'essentiel des revendications... en s'appuyant sur les élus communistes ».

Certains se souviendront que le foyer Allende de Saint-Denis fut le banc d'essai des manœuvres du PCF et des dirigeants CGT pour tenter de diviser la lutte des résidents en préconisant les négociations foyer par foyer. Mais surprise, deux jours après, dans la même *Humanité* on apprend que la grève des loyers a repris au foyer Allende.

En effet, *« depuis la signature en 1975 d'un accord à la suite d'une grève identique, la Sonacotra n'a pas donné suite aux engagements qu'elle avait pris verbalement... »*

N'est-ce pas l'aveu que la prétendue lutte responsable préconisée par le PCF mène ni plus ni moins à l'échec.

N'est-ce-pas la confirmation involontaire que la seule voie juste et efficace est celle suivie par la majorité des résidents organisés autour du Comité de coordination ?



Une lutte qui dure depuis quatre ans. Ici une manifestation il y a quelques années. Sidem était le patron des TFR, il est parti en 1974, après la faillite, mais pas les mains vides.

(Suite de la page 20)

née rapporte moins que le cuir brut. Alors 80% des peaux sont vendues à l'étranger et on ferme des tanneries ! En moins de dix ans 20 000 emplois ont été supprimés dans les cuirs et les peaux dont 5 000 dans le secteur tanneries.

Seule la lutte a pu empêcher jusqu'ici la fermeture de celles du Puy. Ou en est-on aujourd'hui ? Des actions il y en a eu aussi nombreuses que variées dans la période d'avant l'été, manifestations, interventions à la foire du Puy : le ministre Barrot, qui est du pays et s'est donné beaucoup de sa personne contre les tanneurs a du ce jour là se mettre à l'abri derrière les grilles de la préfecture, journées portes-ouvertes, journées ville-morte incursion surprise à la préfecture, à l'ANPE, à la mairie etc. Le préfet voit des tanneurs partout. La moindre inauguration est placée sous la surveillance de centaines de CRS.

L'annonce des licenciements la direction l'avait pourtant bien préparée. Plus d'approvisionnement, un peu de chômage technique les clients prévenus qu'il y aurait deux ou trois semaines de grève... Mais les ouvriers n'ont pas fait grève. Ils ont juste interdit l'entrée de l'usine aux cadres trop zélés pour servir la direction et ainsi pendant deux mois l'usine tournait à peine (guère plus d'une heure par jour) et tous les ouvriers étaient payés soient en salaires soient en indemnités de licenciements.

La préparation de la rentrée

On a laissé pourtant entrer les cadres. Une campagne menée par voie de presse et aussi à l'intérieur par la maitrise sur le thème « *Il va falloir fermer à cause des licenciés, des syndicats, etc.* » cette campagne finissait par créer des risques de division entre non licenciés et licenciés. Ces derniers parmi lesquels sont comme par hasard la plupart des délégués CGT et CFDT* sont toujours présents plus ou moins nombreux dans l'usine. Il y tiennent une buvette et une grande salle pour les assemblées générales. L'une et l'autre ouvertes aux non licenciés.

Il y a aussi en préparation un rassemblement à l'usine au mois d'août ou seraient invitées les boites de la région et au-delà, les paysans, la population locale avec une animation culturelle, troupes, chanteurs etc. On y préparera la rentrée. Il importe de renforcer l'unité pour affronter les conséquences du plan Barre, pour passer à l'offensive.

Au Puy on vient d'annoncer 100 licenciements à ELASTELLE, la deuxième boite de la ville (textile). TFR et ELASTELLE se sont toujours épaulés, il faut que cela continue.

Aux tanneries même il y a eu un mouvement revendicatif au lissage, un atelier de professionnels (il faut au moins six mois pour former un lisseur), les salaires n'ont pas augmenté et il reste une revendication accordée aux administratifs, aux mensuels et dont les productifs ne bénéficient toujours pas (il s'agit d'heures qui doivent être intégrées aux quarantes heures) Alors il faut unir, rassembler tout cela.

Jacques DUROC

*** L'inspection du travail doit prendre position sur leur licenciement à la fin de ce mois de juillet.**

Une agricultrice nous ecrit

« Le congé maternité on nous le doit ! »

Une paysanne nous a écrit. Elle témoigne dans sa lettre d'une différence dans les droits sociaux qui existent entre les femmes des villes et des campagnes. Et cette différence est de taille puisque les femmes paysannes n'ont pas de congé maternité. Laissons-lui la parole.

« A la campagne, la vie est dure pour la majorité des paysans, qui n'ont pas une grosse ferme et pas de main-d'œuvre.

Un couple se trouve seul à travailler, à organiser les tâches, à calculer toujours juste pour s'en sortir, à élever les enfants. Une période difficile pour le couple de paysans et particulièrement pour la femme est celle de la grossesse.

Dans une ferme, une femme doit être costaud, c'est bien connu. Toute la journée, on court entre les vaches et les enfants, les cochons et la vaisselle. On porte des seaux, on aide le mari, on court après les vaches qui se sauvent, on aide au foin, on porte les bottes de paille, on a les enfants sur le dos toute la journée car il n'y a aucune garderie... Ce n'est pas un hasard, si c'est parmi les agricultrices, avec les ouvrières qui ont des postes debout à la chaine, qu'il y a le plus de fausses couches. Un couple a tellement de travail, qu'il est impossible que la femme arrête ou même diminue son travail. Les dernières semaines, on aimerait, nous aussi, arrêter un peu, avoir le temps de préparer l'arrivée du bébé, tricoter... non, pas le temps même d'une demi-heure de sieste, et avant de partir à la maternité, on prendra le temps de traire les vaches !

Les dix jours de maternité sont un paradis mais un peu court car, en rentrant, c'est les mêmes problèmes qui bien vite reviennent. On s'arrange avec la mère ou la belle-mère, quand elles ne travaillent pas ; mais combien serions-nous étonnées par les résultats d'une enquête : combien de temps après l'accouchement avez-vous repris la traite et les soins aux bêtes ? Elle n'a pas été faite mais quinze jours me semblerait une moyenne pour aujourd'hui ; il n'y a pas si longtemps, les femmes travaillaient le jour-même de l'accouchement !...



Deux fois par jour, sept jours par semaine, toute l'année, et quand on est enceinte ?

Voilà le sort de milliers d'agricultrices dans un pays moderne, évolué, libre...

Mais rassurez-vous, le secrétariat à la condition féminine est là ! Et nous avons aussi les responsables de la commission féminine de la Fédération nationale des exploitants agricoles qui se sont penchées, du haut de leur fauteuil et en belle robe, sur le problème. On a même voté une loi contre cette « situation injuste et intolérable ! » Désormais les agricultrices se verront rembourser 75 % des services d'un remplaçant pendant dix jours. Dix jours ! Vraiment de quoi retaper une femme qui va, ou qui revient d'accoucher ! Mais le plus malin de cette loi, c'est les 75 % ! Faites le calcul : exemple : 150 F par jour pour un vacher multipliés par 10 jours, égalent 1 500 F Vingt cinq pour cent de la somme égalent 375 F.

Qui aura les moyens de sortir 375 F ? Qui pourra se le permettre ? Pas les petits et moyens paysans, en tout cas ! C'est comme partout, on ne donne qu'aux riches, seules celles qui ont les moyens pourront se reposer.

Nous devons faire entendre notre voix partout, dans les syndicats, les réunions agricoles, dans tous les journaux pour réclamer notre dû : un réel congé, entièrement gratuit pour toutes.

Ce qui est frappant dans une telle situation, c'est de voir le retard que peut avoir un pays riche comme la France, au niveau social et dans les classes les plus défavorisées. A la campagne, il n'y a pas de garderies, pas de crèches, pas de cantines, souvent et de plus en plus pas d'école, pas de transports communs, rien n'est prévu en cas de maladie ou d'accident chez les paysans, etc...

Comment ne pas se poser la question : « Pourquoi ? ». Et nous savons la réponse ; ça ne rapporterait pas de donner un congé de maternité aux agricultrices ! Les garderies en campagne, c'est pas rentable !

Le profit, toujours : et les hommes et les femmes ? »

Larzac, 7 années de lutte

Sept années de luttes, sept années de bagarres continues contre l'armée bourgeoise, sept années de résistance.

Le dimanche 18 juin, les paysans du Larzac ont organisés une journée « Larzac ouvert » pour montrer que contrairement à la campagne d'intoxication qui s'est développée depuis quelques mois, les paysans sont toujours sur le Larzac.

Ils ont expliqué que les journaux et la télé ne parlent plus de la lutte du Larzac. Et pourtant sur le plateau le pouvoir ne s'est pas tu, et depuis sept ans, il fait tout pour faire partir les paysans afin d agrandir le camps militaire.

Depuis sept ans, les paysans luttent .

70 Le projet d'extension du camp militaire du Larzac est annoncé au congrès UDR de La Cavalerie.

71 Une marche de protestation sur Millau est organisée, 1 500 personnes y participèrent. La même année le projet d'extension est confirmé o.ficiellement et la FDSEA appelle à manifester à Millau (6 000 personnes).

72 Une manifestation est organisée à Rodez (20 000 personnes, soixante-dix tracteurs). Le 25 octobre soixante brebis paissent sous la Tour Eif.el.

73 Du 7 au 13 janvier, vingt-six tracteurs roulent vers Paris.

Le 28 avril, soixante paysans renvoient leur livret militaire. La première pierre de la Bergerie de la Blaquière est posée le 10 juin.

Le 14 août, manifestation de soutien aux LIP. Premier grand rassemblement, organisé par les Paysans-Travailleurs : 60 000 personnes. La même année, une école est ouverte sur le plateau et le premier « Groupement Foncier Agricole » (G.F.A.) est créé.

74 Le 8 juin, les paysans déposent à Millau des obus et divers projectiles ramassés sur leurs terres. Deuxième grand rassemblement : Fête de la moisson : 100 000 personnes, 60 000 F sont recueillis pour le Tiers-Monde. Première occupation illégale : une ferme achetée par l'armée est occupée pour lui rendre sa vocation illégale.

Le 18 juin de cette année a eu lieu la journée « Larzac ouvert ». Ici, le stand d'accueil.

75 Le 4 janvier, les gendarmes mobiles interviennent au cours de la pose d'une conduite d'eau à travers la R.N.9 (pour amener de l'eau aux fermes situées dans le périmètre). Manifestation pour la même tranchée, le 25 avec les élus locaux : 400 personnes s'asseyent sur la chaussée. Au cours de l'enquête parcellaire, la police doit forcer les portes des mairies fermées. Les paysans brûlent les dossiers d'enquête à Millau, les déchirent dans les autres communes, expulsent le commissaire-enquêteur de la mairie de Millau.

Le 10 mars, un attentat est commis contre la maison des Guiraud à la Blaquière : cloisons et mobilier sont détruits. Les 10 habitants sortent indemmes. Les auteurs de l'attentat ne seront jamais connus.

Le 15 mars, affrontement entre policiers et manifestants à Millau. Manifestation, le même jour, dans de nombreuses villes de France. Le premier numéro de *Gardarem lo Larzac*, journal des Paysans et des comités Larzac, paraît en juin.

Troisième manifestation pour la tranchée sur la R.N. 9 lors de la visite des LIP, venus inaugurer leur parcelle de terre dans le périmètre.

Deuxième occupation illégale : la ferme du Cun.

76 Troisième occupation illégale : une maison de Montredon. L'armée continue à acheter des terres. Pour dénoncer la spéculation, vingt-deux paysans et résidents, dont deux femmes, pénètrent dans l'antenne Génie-Domaines du camp et prennent connaissance de nombreux documents d'achat par l'armée. Mise en garde à vue au camp. Le lendemain, déférés devant le tribunal de Millau, dix-sept d'entre eux sont mis en mandat de dépot, en prison à Rodez.

Le 2 juillet, jugement en flagrant délit. Ils sont condamnés à des peines allant de cinq mois avec sursis à trois mois fermes et trois ans de mise à l'épreuve.

Le 17 juillet, l'armée détruit partiellement la ferme de CAP d'ASE. Moisson symbolique de terres vendues à l'armée. Le ministre de la Défense Nationale demande au Tribunal des Référés l'expulsion des occupants des Truels, des Mares, du Cun et de Montredon. Le tribunal se déclare incompétent.

Quatrième occupation illégale : la ferme des Cavaliès est occupée par deux bergers, le 2 octobre. Le 5, ils en sont expulsés par l'armée, mais ils s'installent à côté, sur les terres de la S.A.F.A.L.T. et construisent une bergerie et un logement. Un défilé militaire est perturbé à Millau.

Le 25, les occupants du Cun sont expulsés, quatre fermes sont alors occupées par l'armée : Cavaliès, le Tournet, le Cun, la Salvetat.

77 Nombreux affrontements avec les militaires sur le plateau. Le conseil municipal de Millau se prononce contre le projet d'extension du camp militaire.

Troisième grand rassemblement : nombreux meetings et forums sur les luttes et marche de 50 000 personnes dans le camp militaire.

Le 12 octobre, l'armée occupe la ferme du Pinel. Le 20, le Préfet prolonge de 5 ans l'arrêté d'utilité publique.

Le 21, les brebis envahissent le Tribunal de Millau au cours d'un procès. Le lendemain, la ferme de Lasmayou est occupée par un paysan.

78 Semailles des terres du Pinel : les fruits de la récolte alimenteront une caisse de solidarité des ouvriers de Millau.

Un bulldozer, venu pour commencer les travaux du chemin de rocade est bloqué.

Occupation de la ferme du Benefire.

Pendant un semaine, les femmes du plateau bloquent les véhicules militaires à l'heure du ramassage scolaire.

En juin, le tribunal condamne à 500 F d'amende pour les constructions illégales et en ordonne la démolition sous huit mois.



La bergerie de la Blaquière, construite en 1973

Et enfin le 18 juin, journée « Larzac ouvert ». Tout au long de la journée, les paysans ont accueilli les visiteurs, dont de nombreux agriculteurs de la région, pour leur montrer qu'il y a de la vie sur le Causse grace à des hommes qui construisent et labourent alors qu'à côté l'armée bourgeoise défonce les chemins, transforme des fermes en fortins militaires et détruit les maisons à l'explosif.

En effet, depuis sept ans que les paysans du Larzac se battent, ils estiment ne pas avoir perdu leur temps. L'immense solidarité qui s'est constituée autour d'eux a permis de suppléer à la mauvaise volonté évidente des services publics (EDF, PTT, Ponts et Chaussée, etc...), et de l'administration qui voudrait les étouffer économiquement. Des bergeries nouvelles ont été construites, on a empierré des chemins, et cet hiver, près de trente hectares supplémentaires de champs appartenant à l'armée ont été labourés ou même semés.

Bref, le Larzac est en pleine vie. Les militaires et leurs alliés locaux et nationaux tentent de faire croire le contraire à l'opinion publique, mais les gens qui sont venus sur le plateau le 18 juin ont bien vu qui sont les paysans du Larzac.

Comme le disait Jeanne Jonquet, agricultrice à la Blaquière, à des paysans du département : « *Vous qui avez vu qui nous sommes, vous avez vu comment nous vivons et pouquoi nous nous battons pour vivre ici, dites le bien autour de vous !* »

1978, septième année de la lutte des paysans du Larzac, et certainement pas la dernière.

Correspondant Rodez-Decazeville.



sur le chemin menant à la ferme du Pinel.



Les truels

Et si tous les «géants du Tour» étaient dopés...

Tous les sportifs professionnels seraient-ils dopés et toutes les compétitions plus ou moins truquées ? On finira par le croire. Mais à qui la faute ?

Un tour de France bien mouvementé que ce tour 1978. Une compétition pleine de rebondissements sous les commentaires enthousiastes de la presse spécialisée et soudain... La grève de l'ensemble des coureurs et la première exclusion d'un maillot jaune, Bernard Pollentier, pour fraude au contrôle antidopage.

On a beaucoup écrit sur l'« Affaire Pollentier ». Au-delà des querelles de spécialistes (fraude ou tentative de fraude) au-delà des rumeurs diverses (n'est-ce pas un coup monté contre Pollentier), le traumatisme est plus profond. Une fois de plus, chaque amateur de sport cycliste ne peut que se demander : et si tous les « géants du Tour » étaient dopés ?

« Il faut être franc »

Jacques Anquetil, cinq fois vainqueur du Tour (en 1957, 61, 62, 63, et 64) déclarait sans ambage dans *l'Équipe* : *« Il faut être franc en la circonstance et non pas se voiler la face comme le font tous ceux qui se veulent outragés. Tous les coureurs essaient de tricher ou d'éviter le contrôle. On sait bien qu'on ne peut pas faire le Tour en ne marchant qu'à l'eau minérale. C'est dès lors l'histoire du « pas vu, pas pris ».*

D'ailleurs, le français Guttierez, tiré au sort pour le même contrôle, le même jour, devait subir le même sort que Pollentier. Il n'avait toutefois qu'un rôle de second plan dans la hiérarchie de ce Tour. Alors...

Ailleurs aussi

Alors il faut bien reconnaitre qu'aujourd'hui sport et tricherie marchent ensemble. Les exemples ne manquent pas.

Quelques jours avant « l'affaire Pollentier » : disqualification à vie du Sauteur Dwight Stones pour « professionnalisme ». Quelques temps avant encore, expulsion et rapatriement immédiat de l'escrimeur soviétique Onichenko, accusé d'avoir truqué son fleuret aux derniers jeux olympiques. Déclassements, six mois après les derniers Championnats du monde, de deux althérophiles, un Bulgare et un Polonais, pour dopage. Mise hors compétition du footballeur écossais Johnston, également pour dopage, lors de la dernière Coupe du monde. Citons enfin la disqualification, avec retrait de la médaille d'or des jeux de Munich, du nageur américain De Mont, pour utilisation d'éphrédrine.

Michel Pollentier, après son exclusion du Tour fait ses bagages dans sa chambre d'hôtel. Jacques Anquetil déclarera dans l'Équipe : « On sait bien qu'on ne peut pas faire le tour en marchant qu'à l'eau minérale. C'est dès lors l'histoire du « pas vu, pas pris ».

Drôle de sport...

Quand tous ensemble ils ont passé la ligne d'arrivée à pied, lors de l'étape Valence-Agen, après avoir volontairement roulé lentement pour faire annuler l'étape, les coureurs du Tour ont voulu mettre le doigt sur la plaie : les conditions physiques et de tension morale inhumaines dans lesquelles on les fait travailler. Ils ont eu raison de faire cette grève.

Car ce qu'il faut juger, bien plus que la responsabilité individuelle d'un Pollentier ou de son directeur sportif, c'est l'organisation même du sport professionnel aujourd'hui.

Quoi de plus beau qu'un effort sportif où l'homme se dépasse, quoi de plus enthousiasmant que cette victoire préparée depuis de longues années ? Mais quoi de plus attristant et de plus révoltant que le fait d'en arriver à devoir passer par des procédés comme le dopage parce qu'une rencontre cycliste devient de plus en plus une arène publicitaire, un marché aux surenchères, une foire commerciale, bref tout, sauf une compétition sportive.

Pollentier a été amené à tricher, parce qu'un sportif joue des millions de francs sur quelques kimomètres de col dans les Alpes et qu'une marque de mobylettes joue des milliards sur sa victoire. Dans cette logique, il faut gagner à tout prix... ou disparaître.

Philippe LECLERC.

Côte d'Azur : 130% de touristes

Ruée sur la Côte d'Azur depuis le week-end du 14 juillet. L'affluence y est supérieure d'environ 30 % à celle de l'an dernier. L'apparition du soleil y fut pour quelque chose, bien sûr, mais c'est loin d'être la seule raison.

Trente pour cent de touristes en plus sur la Côte d'Azur , cela ne veut pas dire que 30 % de Français ont pu cette année partir en vacances alors qu'ils ne l'avaient pas pu l'année dernière.

Intoxication

Cela veut dire que de nombreux touristes ont fui la Bretagne défigurée par la marée noire de l'Amoco Cadix. Les plages bretonnes sont en effet ou encore sales, ou propres en apparence seulement, avouent les spécialistes.

Cela veut dire aussi que les moyens d'information au service du gouvernement français ont profité honteusement de la catastrophe survenue en Espagne, l'explosion d'un camion de gaz au camp de camping de « Los Alfaques », pour dissuader les touristes d'aller passer leurs vacances dans ce pays. « Trop dangereux », nous dit-on...

Or, si cette catastrophe horrible révèle un manque certain de sécurité des transports routiers espagnols, les chiffres révèlent que les mêmes dangers existent en France.

Tout aussi honteuse, la campagne de même type menée à propos des troubles sociaux survenus au pays basque espagnol dans la première quinzaine de juillet. Cela permet aux autorités françaises de discréditer la lutte du peuple basque en faisant croire qu'elle menace la sécurité des populations, alors qu'aucun fait de ce type ne peut être apporté comme preuve. Cela permet aussi de « garder » en France une partie des touristes qui comptaient aller en Espagne.

Pollution et vie chère

La France se fait ainsi terre d'asile pour touristes : « Tous en France, tous sur la Côte d'Azur ! » Cela ne va pas sans quelques incidents de parcours, bien révélateurs.

C'est ainsi que la plage du « Camp long » près de Saint-Raphaël est interdite de baignade. La station d'épuration de la ville est saturée, ne pouvant faire face à l'assaut des touristes. Du même coup, les eaux usées se répandent dans la petite crique, ce qui est pour le moins peu sain. Un cordon (« sanitaire » !) de CRS empêche les 45 000 touristes d'approcher la mer...

Voilà qui montre, pour le moins, que même la Côte d'Azur n'est pas si bien équipée qu'on veut bien nous le dire, pour accueillir le touriste.

Trente pour cent de touristes en plus, cela veut dire aussi que les camps de camping déjà bondés les années précédentes refusent du monde aujourd'hui et que la police (décidément ces gens-là ne sont jamais en vacances, ...) fait la chasse au « camping sauvage ».

Cela veut dire également que les hôtels qui, en saison ordinaire, n'étaient occupés qu'à 40 ou 50 % affichent « complet » et que sur les plages, on ne voit plus la couleur du sable, tant il y a de monde.

Il n'y a guère que sur les plages privées (et payantes — vous l'auriez deviné) que l'on trouve facilement place. Mais pas n'importe qui... La montée des tarifs est assez impressionnante dans ces coins-là pour réserver aux vacanciers les plus fortunés les plaisirs « gratuits » du soleil de la Méditerranée : une salade niçoise, un steak et un verre de rosé pour cinquante francs, n'est-ce pas une sélection « naturelle » suffisamment efficace...

Philippe LECLERC

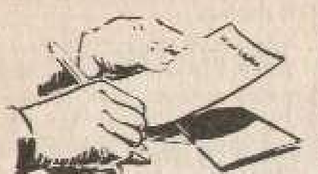


«Los Alfaques» en France ?

Une catastrophe comme l'explosion d'un camion de gaz au camping espagnol de « Los Alfaques » aurait pu se produire en France.

Le rapport 1977 de la commission interministérielle pour le transport des matières dangereuses relève : trois accidents de camions transportant des matières radio-actives, cinquante-cinq des produits chimiques inflammables ou toxiques et vingt-neuf du gaz sous haute pression.

En un an, le nombre de ces accidents a augmenté de 20 %, le trafic routier n'a augmenté, lui, que de 3 %. L'augmentation des accidents vient donc d'une diminution des conditions de sécurité.



Courrier des lecteurs

A propos de la critique du film «Les bâtisseurs»

*... Nous avons décidé d'appeler des camarades de travail à aller voir ce film avec nous... Nous étions dix-neuf dont un autre camarade de l'*Humanité Rouge

Par rapport au film lui-même nous en sommes sortis plutôt déçus, vu l'idéologie pacifiste qui formait la toile de fond de ce film. Ce qui n'était qu'un sentiment de scepticisme dans la partie du film qui parle proprement dit de la vie des paysans dans les hameaux situés autour du camp actuel du Larzac (c'est à dire que l'idéologie pacifiste en toile de fond ne pouvait cacher que vivre au Larzac, c'était faire face objectivement à l'armée, qui n'est pas présentée dans le film comme pilier de l'Etat bougeois, mais comme une machine à tuer sans référence de classe*) (souligné par le camarade), est devenu à la fin du film un sentiment qu'il trahissait la lutte des paysans par l'insistance avec laquelle est montrée la messe, le « recueillement » des gens, les paroles faussement combatives du curé.*

Trahissait la lutte, car comment imaginer que c'est avec un esprit aussi pacifiste que l'on peut tenir contre la pression de l'armée de l'Etat bourgeois. *(c'est nous qui soulignons). Il n'est guère fait référence à la mobilisation de masse qui a été une arme décisive dans la lutte.*

Nous étions donc dix-neuf, et j'ai pour ma part eu le sentiment d'avoir fait une erreur d'appeler à aller voir ce film, car s'il présente certains aspects de la vie au Larzac, il ne me semble pas fidèle à l'esprit qui a animé et permis aux paysans de là-bas de tenir et de tenir encore aujourd'hui contre l'armée. Fidèle à la vie des paysans là-bas, mais pas à leur esprit de lutte. Donc « à voir et à faire voir », non pas d'accord......

Un lecteur

Réponse :

L'essentiel de la critique de ce camarade c'est que ce film trahit la lutte des paysans du Larzac, et son argumentation s'articule autour de trois thèmes : l'idéologie pacifiste et religieuse qui est mise en avant, la façon dont est présentée l'armée et l'absence de référence à la mobilisation de masse.

Plutôt que de pacifisme, il nous semble plus exact de parler de non-violence. Or c'est une réalité que les militants se réclamant de cette idéologie sont très influents dans la lutte du Larzac. De même qu'il est vrai que les paysans de là-bas sont croyants et que leur foi a certainement favorisé leur réceptivité à la non-violence. Mais celle-ci n'a pas empêché qu'ils s'affrontent dans la pratique à l'armée pour imposer un rapport de force, et la non violence a été employée au Larzac de façon tactique.

Quand à l'armée qui nous est présentée, c'est celle que les paysans voient et expérimentent tous les jours, celle qui exproprie les terres pour se les accaparer et les transformer en désert. Face à ces démolisseurs, on nous montre les paysans qui implantent de nouveaux bâtiments, étendent leurs cultures et leurs troupeaux, développent la coopération et la solidarité, ce sont eux « Les Batisseurs ». Il était important de nous montrer dans le détail tous ces travaux quotidiens qui constituent la charpente de toute la lutte des paysans pour que vive le Larzac, et sans laquelle tout le reste n'aurait aucun sens.

Et cette armée là, c'est bien celle de l'Etat bourgeois, chargée de défendre l'ordre capitaliste contre lequel ils ont conscience d'édifier quelque chose de différent, même si ce n'est pas encore très clair pour eux. Certes tout cela n'est pas dit explicitement dans le film, c'est à peine suggéré par certains dialogues ou interviews, mais les images ne parlent-elles pas d'elles-même !

Il est vrai que la non-violence ne permettra pas d'abattre l'Etat bourgeois et de détruire son pilier central l'armée, mais au Larzac elle a valeur avant tout de tactique. Face aux violences de l'armée les paysans s'en sont servis pour faire apparaitre aux yeux de l'opinion que leur cause était juste, facilitant ainsi la popularisation de leur lutte. Peut-être le réalisateur a-t-il accentué ce caractère non-violent, et exagéré l'importance de la religion, mais on ne peut l'accuser d'avoir ainsi trahi la lutte des paysans en montrant ces aspects de leur vie dont le rôle n'est pas négligeable.

Nous avons facilement tendance à voir les choses à travers nos schémas abstraits, et quand on nous montre la vie réelle dans sa complexité, elle refuse de se laisser réduire à ces schémas. D'où cette réaction de penser que ce qu'on nous présente n'est pas conforme à la réalité. Jugeant avec l'à priori qu'on nous trompe, nous devenons même incapables de voir toute la richesse de ce qui nous est montré.

S'il est vrai que ce film comporte des faiblesses, qui sont celles de la lutte du Larzac, sa critique concernant l'absence de référence à la mobilisation de masse n'est pas fondée. Dès le début c'est la masse des paysans qu'on voit se dresser contre l'odieux attentat dont fut victime l'un d'entre eux, et ce caractère de lutte collective est présent d'un bout à l'autre du film. Certes les séquences évoquant les grandes manifestations sont peu nombreuses, mais l'essentiel n'est-ce pas la mobilisation de masse des paysans eux-mêmes et non les manifestations de solidarité destinées à les soutenir.

Nous maintenons donc notre point de vue, ce film est à voir et à faire voir. Il met en valeur l'esprit de résistance et de solidarité des paysans du Larzac, il montre bien leur juste attitude à l'égard de la légalité bourgeoise, il permet en outre un contact vivant avec l'existence concrète quotidienne de ces paysans. Certes il n'est pas exempt de critiques, mais c'est un excellent moyen de faire connaitre leur lutte, d'en discuter et d'en faire percevoir les limites.

Henri BERTHAUD

A propos des articles sur le Zaïre

... Dans les articles du quotidien sur le Zaïre, je trouve qu'il y a un aspect dont on ne parle pas, à propos de ce qui s'est passé à Kolwezi, à savoir l'attitude colonialiste des coopérants français. Certaines interviews à la télé montraient certains d'entre eux réellement comme des colons : dans leur façon de vivre (opulence à côté de la misère des zaïrois, voiture, etc..., boys à leur service...) et dans leurs paroles (mépris fondamental de la façon de vivre et des actions des Africains). Cette attitude ne peut être qu'un scandale pour le peuple zaïrois et elle permet d'expliquer en partie qu'à Kolwezi, une partie de la population locale et même de l'armée zaïroise ait pu se réjouir de massacres d'européens et participer au pillage.

On n'a pas non plus assez parlé du rôle de la presse bourgeoise française qui faisait beaucoup de bruit autour de ce qui arrivait aux européens mais qui ne parlait pas assez de la situation des Zaïrois et des conséquences qu'avait pour la population locale (et non seulement européenne) l'invasion des Katangais.

Une lectrice.

Réponse :

Ce point de vue nous semble justifié. Nous pensons en effet que notre presse a été insuffisante sur cette question, d'autant plus que la lutte contre le racisme et le mépris vis-à-vis des peuples et pays du tiers monde est une composante de nos efforts pour soutenir l'édification d'un front uni mondial contre l'hégémonisme des deux superpuissances dans lequel le tiers monde représente la force principale et motrice.

Notre lectrice a donc tout à fait raison et nous avons pris conscience récemment de ces insuffisances. Signalons que le rapport politique adopté au dernier Comité central du PCMLF, tout en soulignant la justesse fondamentale de l'analyse développée par le Bureau politique du Parti et notre presse à propos du Zaïre a mentionné « l'insuffisance de la dénonciation de la personnalité du tortionnaire colonial, du parachutiste Erulin »...

Note : le rapport politique de la IIIe session du Comité central du PCMLF a été publié dans l'*Humanité rouge* quotidienne No 920. Il est toujours disponible. Vous pouvez le commander à l'adresse du journal.

Souscription pour les 100 millions

Continuer pendant l'été

Nous avons annoncé au début de l'année que la souscription devrait atteindre la somme de 100 millions anciens d'ici à la fin 1978.

C'est une somme extrêmement importante et nous savions qu'il ne serait pas facile de l'atteindre. Une telle souscription s'avère cependant indispensable pour que notre presse puisse jouer son rôle.

Rappelons à ce sujet les campagnes auxquelles elle a contribué depuis le début de l'année.

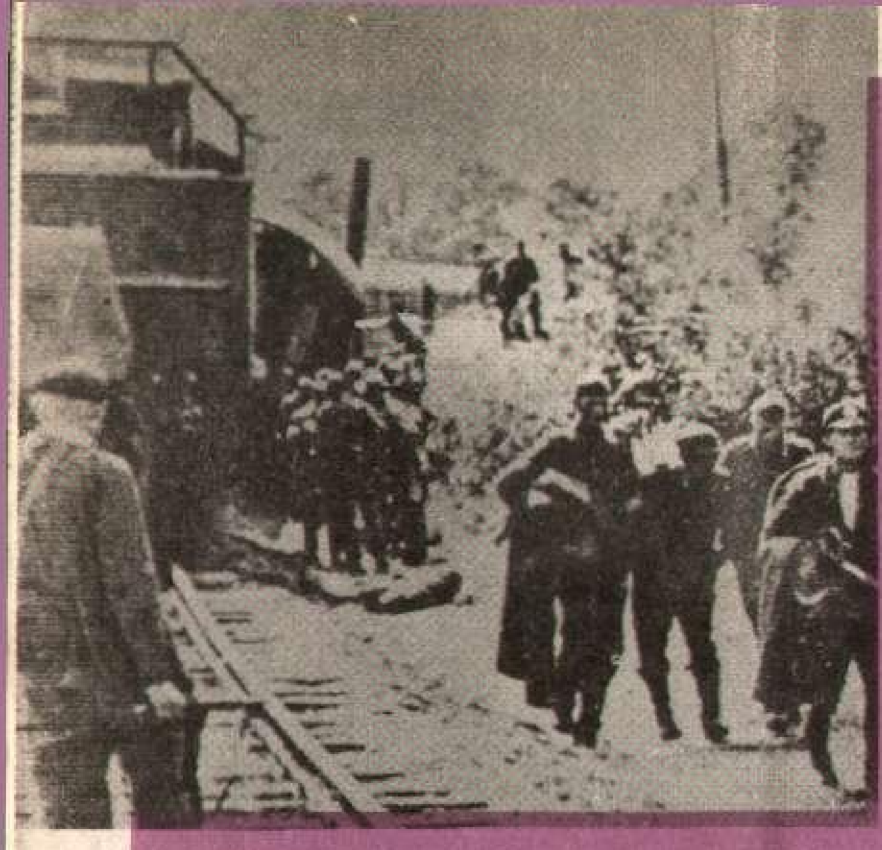
Dès janvier-février elle a joué un rôle important dans la bataille électorale portant à la connaissance de l'ensemble des lecteurs le déroulement de cette bataille dans diverses régions de France. Elle a popularisé et expliqué largement le sens de notre participation à la bataille électorale et contribué ainsi à mobiliser les travailleurs.

A peine les élections terminées notre presse s'est ensuite efforcée de jouer son rôle dans la bataille « *Contre le gouvernement Giscard-Barre, pour sortir de l'impasse des partis de gauche, s'unir dans la lutte, s'organiser avec le parti des ouvriers et paysans, le parti marxiste-léniniste* ».

En septembre il sera indispensable d'améliorer encore la qualité de notre presse, sa participation aux campagnes menées par les Communistes marxistes-léninistes de France, de permettre aux journalistes de faire de nombreux reportages, etc.

Or la somme recueillie actuellement ne se monte qu'à 202 730 F soit un cinquième de l'objectif fixé alors que nous devons faire face à de nombreuses échéances immédiates.

C'est pourquoi nous demandons à tous nos lecteurs de continuer auprès des travailleurs, de leurs amis et connaissances, l'effort de souscription durant les mois d'été. Cela est indispensable pour que notre presse puisse continuer à mener la bataille politique dans des conditions satisfaisantes.



Après un « Sabotage fer » une embuscade du maquis, des Allemands tués, d'autres blessés ou prisonniers.

Résistance et libération dans la région Pyrénées

Bien souvent quand on parle de la Libération, c'est de la Libération de Paris ou de tel autre épisode connu qu'il s'agit. Pourtant des épisodes, il y en a bien d'autres dans toutes les régions de France qui restent enfouis dans la mémoire de la population et des résistants. Nous avons demandé à l'un de nos camarades vétérans, depuis longtemps responsable de l'administration de l'*Humanité Rouge*, de nous raconter comment il a vécu, dans la région des Pyrénées où il se trouvait, cette période.

C'est en 1942, à l'age de 17 ans que je suis parti rejoindre ma tante dans la région de Pau où elle avait été déplacée avec l'usine dans laquelle elle travaillait. Après avoir travaillé chez un pépiniériste, chez un paysan dans la montagne, j'ai été embauché chez un électricien. L'un des employés, membre du PCF était résistant et c'est auprès de lui que j'ai commencé à connaître les premières bribes de communisme. Voici quelques unes des actions de résistance dont je me souviens.

On avait repéré que la ligne de démarcation entre la zone libre et la zone occupée laissait le passage pendant une demi-heure aux heures de relève et on en profitait pour faire passer des gens, transmettre le courrier etc... En novembre 1942, on a connu l'occupation par les Allemands. Ils ont installé un camp de concentration de prisonniers russes auxquels on portait du ravitaillement. C'est alors aussi qu'on a commencé à distribuer des tracts du PCF de la main à la main ou sur les marchés en coup de vent, à faire des collages d'affiches la nuit ou tôt le matin pour éviter les patrouilles.

Une fois, notre patron ayant été réquisitionné pour faire les cantonnements allemands, on y a été envoyé pour faire des réparations. On a tout mis en désordre pour les prolonger le plus longtemps possible. A midi, un capitaine allemand nous a convoqués, et nous menaçant de son révolver, nous a accusés de sabotage. On s'en est tiré en lui racontant un tas d'histoires, que le fil d'aluminium dont nous étions obligés de nous servir à la place du fils de cuivre ne permettait pas d'aller vite et de faire du bon travail, etc... Il nous a quand même collé après ça une sentinelle pour nous surveiller.

Fin 1943, comme les Allemands recherchaient les jeunes susceptibles d'aller travailler en Allemagne nous avons été amenés à nous organiser autrement et avons rejoint les maquis à la frontière d'Espagne. Nous faisions passer la frontière à des gens qui s'étaient échappés d'Allemagne, à des aviateurs ou des résistants devant se rendre en Angleterre etc... Certaines semaines, on était à moitié en France moitié en Espagne : 2 ou 3 guides pour cinq ou six personnes que l'on conduisait jusqu'à des fermiers espagnols qui les prenaient ensuite en charge.

Début 1944, on a commencé à apercevoir la victoire. En juin, nous avons tous été mobilisés sans savoir que c'était en coordination avec le fameux débarquement du 6 juin 1944 en Normandie. La région s'est ensuite vidée d'Allemands ; fin juillet, la totalité de la division allemande *Das Reich* était partie vers le front de Normandie. Il y a eu une période où on pouvait circuler sur les routes avec des camions ornés de drapeaux rouges dans des secteurs que les Allemands étaient déjà hors d'état de pouvoir quadriller en permanence. Les villages se sont ensuite libérés au fur et à mesure, les FTP ou FFI reprenant en main la situation après parfois quelques escarmouches. En juillet 1944, peu avant la Libération de Paris, la région était quasiment libérée. De juin 44 à août 44, les groupes de FTP et FFI sont apparus au grand jour et ont mené la lutte contre les forces de répression françaises, les « milices ». Ça a été une période enthousiasmante et on pensait un peu tous à l'époque que ça allait déboucher sur un autre type de société. C'est quand il a fallu rendre les armes que nos illusions ont commencé à tomber.